

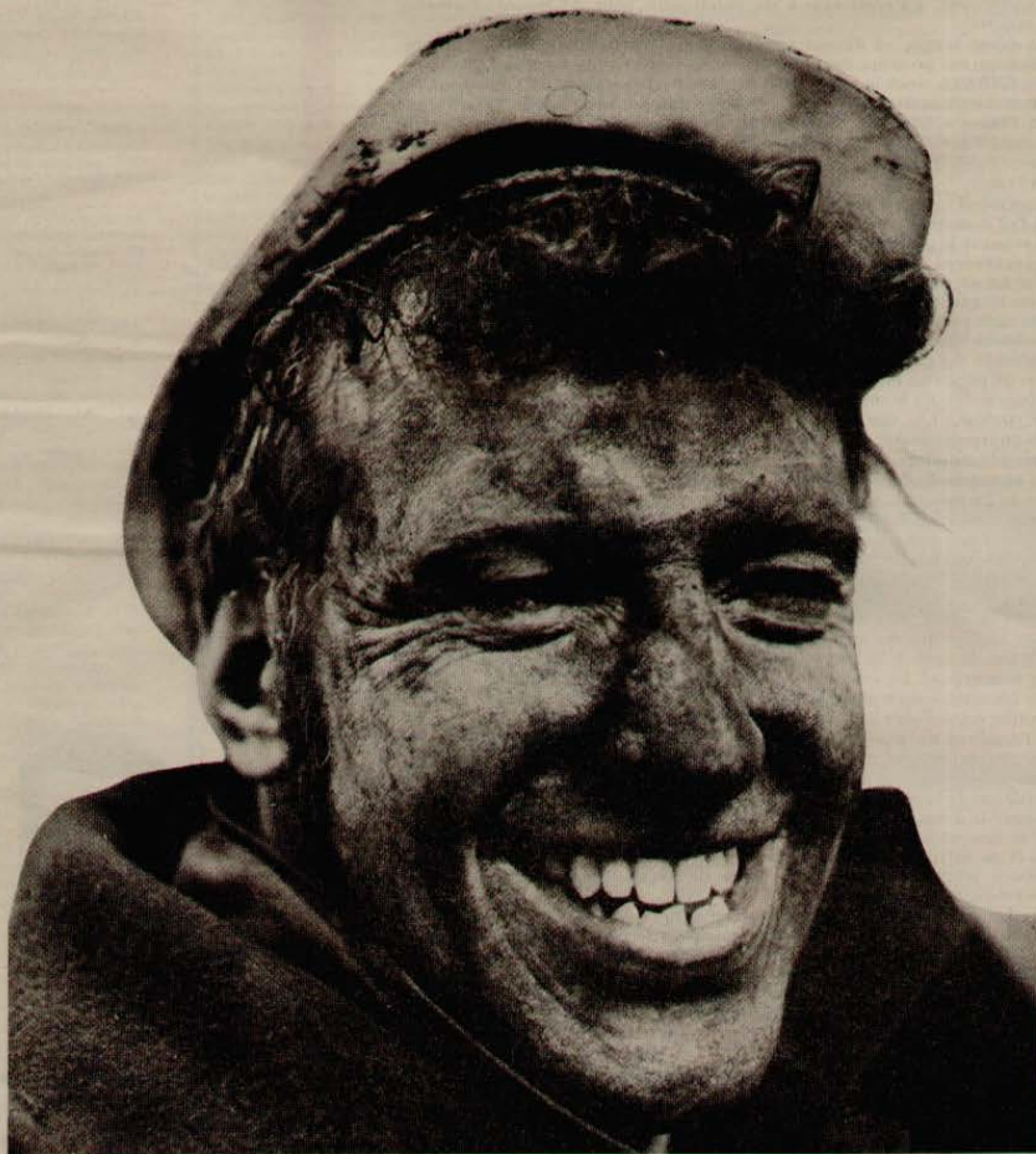
INDUCTION

DOSSIER CHILI

hebdomadaire d'action communiste

GRANDE-BRETAGNE:

L'EPREUVE DE FORCE



SOUTIEN INTERNATIONAL!

GAMMA

COUP DE PLUMEAU A DROITE COUP DE MATRAQUE A GAUCHE

« Il faut que la répression soit impitoyable et nous ferons en sorte qu'il y ait une action inter-ministérielle (...) Il faut des sanctions très fortes et les cours d'Assises, d'ailleurs, lorsqu'elles sont saisies de cas comme ceux-là condamnent fortement ».

Ouf ! Le ministre de l'ordre a parlé. Augmentation des effectifs de police, prolongation du délai de garde à vue, et quadrillage systématique des zones d'insécurité : les gangs n'ont qu'à bien se tenir. Et on nous promet que la justice suivra. C'est si vrai que le chef d'une bande responsable de neuf hold-up à main armée se remet à peine... de son acquittement. La répression a été impitoyable pour U. Susini : Paris-gang n'ose plus respirer.

Dans le même temps, on dissout plusieurs organisations nationalistes, « groupements de fait qui ont pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ». Parmi elles, ENBATA dont le crime est d'être « le porte parole de l'ETA, auquel elle apporte un soutien matériel en accueillant les séparatistes espagnols contraints de se réfugier en France ». Et si cela ne suffit pas, on n'embêtera pas trop ce commando dont le Canard Enchaîné révèle l'existence — dirigé par un haut fonctionnaire espagnol qui, avec l'aide d'anciens de l'OAS et d'Ordre Nouveau, traque certains militants basques en France.

Pas si moribond que cela le gouvernement... puisqu'il veille. Certes Lip ne se finit pas tout à fait comme le souhaitait Messmer. Certes, chaque lundi les hebdomadaires spécialisés sonnent le glas du premier ministre et se permettent de rivaliser de précision sur les échéances. Mais le gouvernement veille. La répression va bon train, l'ennemi intérieur est de plus en plus encerclé, et M. Marcellin peut se faire une nouvelle virginité avec les gangs et Yann Goulet (activiste breton, exilé en Irlande pour complicité avec les nazis pendant l'occupation).

La dissolution des mouvements autonomistes est un signe — un de plus — de la tendance actuelle du gouvernement : ériger la répression en politique, répondre par des mesures de police au mécontentement de toutes les couches de travailleurs et des minorités opprimées. La bourgeoisie française ne souhaite certes pas le fascisme. On voit même, comme à Lip, une fraction du patronat jouer la carte du modernisme face aux bévues gouvernementales. Mais de la dissolution de la Ligue Communiste à celle des mouvements autonomistes, de l'occupation de Lip par les CRS à l'expulsion des travailleurs immigrés du foyer Losserand, de l'épuration de la police à la mise à jour des fichiers de l'armée, il y a une orientation, de plus en plus dessinée. Et ce ne sont pas les tiraillements internes de la majorité ni les crises de conscience d'une aile du CNPF qui arrêtent le bras des Marcellin, Royer et Galley. Ce ne sont pas non plus les appels à la responsabilité et à la raison lancés par un Mitterrand capable de débattre aimablement avec Michel Debré au Conseil National des Associations familiales.

Le glissement vers la répression est bien la preuve de la faiblesse d'un gouvernement en sursis. Mais cette faiblesse peut se retourner en son contraire si elle ne rencontre en face que des appels à la démobilisation et à la prudence platoniques. Il ne suffit pas de crier à la provocation devant les agressions fascistes contre les travailleurs immigrés et les vendeurs de la presse de gauche et d'extrême-gauche. Il faut mettre les nerfs hors d'état de nuire, physiquement s'il le faut, puisque la police de M. Marcellin est occupée à d'autres besognes. Il ne suffit pas de dénoncer la mise au pas de l'armée et de la police en attendant les jours meilleurs de la démocratisation. Il faut dès maintenant, par un travail dans les casernes et chez les civils, préparer le soulèvement du contingent contre les Pinochet de demain.

Il ne suffit pas de verser une larme contre les organisations dissoutes par Marcellin. Il faut affirmer le droit aux organisations ouvrières d'exister, ce qui implique déjà le respect de la démocratie ouvrière, et le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées. Il ne suffit pas de regarder bêtement les soubresauts du régime. Il faut dès maintenant préparer l'intervention directe des masses dans le changement des rapports de production.

Au fait, deux dernières questions à Marcellin : que devient le « gang » Charles Martel, responsable de l'attentat contre le consulat algérien de Marseille ? Et avez-vous pensé, M. le Ministre, à remplacer le poste laissé vacant par le limogeage du secrétaire de la CFDT police, puisqu'il paraît qu'on manque de policiers ?

QUATRIEME
INTERNATIONALE

JUN
73



Vient de paraître en librairie ROUGE :

L'AFFICHE ROUGE N.5-7. janvier 1974.

Prix 5F.

Sommaire : La culture ou la mort !

Les femmes et le cinéma

Histoire d'A.

Dossier : LES INTELLECTUELS ET LE PCF

— pourquoi ils ont suivi

— le réalisme socialiste ? Un idéalisme bureaucratique !

— quelques étapes

— points de repère sur la notion de héros.

— le sculpteur et le bureaucrate

— André Breton, artiste révolutionnaire

CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE

L'INFLATION (Pte Collection Maspéro).

— l'inflation en France, aujourd'hui

— Quelques caractéristiques du système capitaliste contemporain

— l'échec des explications bourgeoises de l'inflation

— accumulation monopolistique, inflation rampante et inflation

— l'inflation, les crises, la « régulation »

— inflation et crises ou le mythe de la « stagflation »

LEON TROTSKY : LA NATURE DE L'URSS.

24F. au lieu de 30F.

AUX LECTEURS DE ROUGE

Payez Rouge
moins cher !

ABONNEZ VOUS

Le prix des abonnements reste
le même qu'avant l'augmentation
de prix.



SAUVONS

PUIG ANTICH !

La campagne
de soutien
pour Puig Antich
a fait hésiter Franco. La
solidarité doit
continuer pour

tirer notre camarade des griffes du caudillo.



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

ARGENT :

A L'ORDRE

DE ROUGE

CCP: 25043 88

PARIS

Directeur de publication :

Henri Weber

Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

tarif des abonnements

	pour la France		l'étranger	
	sous pli	ouvert	ouvert	terme
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

"LES ECARTELEURS DE LA NATION" messmer

Marcellin a encore frappé : après la dissolution de la Ligue Communiste, les fichages systématiques en commun avec l'armée, les écoutes téléphoniques, la collaboration régulière avec Franco, le gouvernement français a dissous 4 organisations autonomistes : en Bretagne, les deux F.L.B. (LNS : Libération nationale et socialiste, et ARB : Armée Républicaine Bretonne); « Enbata » en Euskadi-Nord; et le Front paysan de libération corse. Tous quatre accusés d'avoir porté atteinte au sol national et d'avoir eu recours à la violence.

Il est vrai que l'Unité nationale est à l'ordre du jour. On nous le répète dans tous les discours : les travailleurs doivent serrer les coudes avec les patrons pour aider les patrons à sortir de leur crise. Tous français, tous frères.

Raisonnement difficile à accepter quand même, aujourd'hui où le système capitaliste montre de plus en plus ses rides et ses fissures, que de plus en plus les travailleurs espèrent, non payer de leur personne pour perpétuer un monde d'exploitation, mais construire leur propre société. Raisonnement plus difficile encore à accepter pour tous ceux qu'on a forcés à être français. Comprendre qu'il faut obéir au régime actuel parce qu'il descend de Clovis, Louis XIV et de Gaulle, c'est dur pour ceux que l'Etat français a conquis ou même achetés de fraîche date, tous ceux qui ont subi sa domination, la perte de tout pouvoir, sur leurs affaires, la perte de leur langue, pour offrir un plus grand marché à la bourgeoisie française, de la chair à canons pour ses guerres de concurrence, de la main d'œuvre pas chère pour ses usines. Pour ceux-là, « La France », cela signifie la concentration du capital, des usines, du pouvoir loin de Bretagne, de Corse, d'Euskadi. Cela signifie le chômage, la désindustrialisation, l'exil. « La France », cela signifie aussi l'amputation culturelle, nécessaire à la bourgeoisie française pour faire sentir sa supériorité, il faut que les travailleurs bretons, se sentent inférieurs quand ils parlent leur langue. Il faut qu'ils comprennent les ordres du contremaître dans l'usine de Paris, les ordres de l'adjutant dans les monts de l'Avrès.

« La France » est l'affaire de la bourgeoisie de toutes les bourgeoisies. Quand la police de France dépasse de 30 km la frontière pour faire la chasse aux militants basques, elle ne viole pas le sol national; quand Enbata porte secours à ces mêmes militants, il lui « porte atteinte ». C'est même le seul reproche qui lui a valu d'être dissous — un cadeau de plus au vieux Franco ! — puisqu'Enbata n'a jamais eu recours à la violence. Contrairement à la police franco-marcellinesque; contrairement au capitalisme qui désindustrialise, exile, opprime, en Corse, Bretagne, Euskadi.

Les travailleurs n'ont que faire de cette France du Capital. Ils luttent contre l'exploitation, contre la concentration du capital dont la France est l'outil, et les soi-disant « régions lointaines » la victime. Ils luttent pour y opposer, un jour, leur propre pouvoir.

Car ce n'est pas tant les attentats, les quelques gendarmeries ou perceptions trucidées ça et là, qui mettent en péril la France bourgeoise. Ce sont les manifestations de masse en Corse contre les boues rouges; c'est la solidarité active du peuple basque avec les réfugiés venus de l'enfer franquiste. C'est l'essor incessant des luttes populaires en Bretagne. A travers les dissolutions, Marcellin et consorts ont voulu donner un avertissement à ces luttes : défense de dépasser le régionalisme, la revendication gentille d'une redistribution de l'exploitation capitaliste dans les régions — et à travers les conseils régionaux — des conseils qui ont au moins servi à quelque chose : la reconnaissance de fait de la CFT, qui y siège. Défense de pousser vos luttes jusqu'à la contestation du pouvoir bourgeois, de la France harmonieuse, de la fraternité patrons-ouvriers, tous enfants de Jeanne d'Arc.

Il est vrai que, devant une lutte comme celle de Pédernec, en Bretagne, Pompidou et Marcellin ont de quoi s'inquiéter. Fidèle à la tradition des patrons-pirates en Bretagne, monsieur Doux croyait pouvoir donner des salaires de misère, des conditions de travail dégueulasses, aux jeunes du coin, parce que c'était lui ou le chômage. Apparemment, il n'a pas changé d'avis, puisqu'il refuse toujours de céder après 10 semaines de grève. Les ouvriers, par contre, ont découvert leur force : pas seulement leur grève (qui ne touche qu'un abat-toir sur quatre), mais surtout le soutien qu'elle a gagné.

Celui-ci dépasse largement le cadre de la solidarité ouvrière. Des jeunes, des paysans-travailleurs, des conseils municipaux même se sont regroupés en comités de soutien, avec ou, plus rarement, sans l'appui des syndicats. Ils ont fait des collectes dans les marchés, les quartiers, les fermes. Cette union des couches populaires en Bretagne autour d'un conflit qui remet en question le sous-emploi, la subordination de la Bretagne aux centres capitalistes, s'était déjà manifestée autour du Joint français, de Big Dutchmann... Mais aujourd'hui, le système est vraiment « rodé » et massif, surtout dans les Côtes du Nord.

Ces comités, c'est la lutte commune, autour de la classe ouvrière, de toutes les couches opprimées par le capitalisme, c'est la rencontre de ces couches, dans l'expérience commune du patronat et des bureaucraties; c'est la préfiguration de la construction future du pouvoir populaire; c'est aussi, avec les fêtes bretonnes de solidarité, la transformation d'une culture opprimée en culture de lutte, facteur supplémentaire d'unité et d'identité révolutionnaire. Il faut dès maintenant aller plus loin, dépasser l'action bourg par bourg, ville par ville. Il faut qu'un jour, de toute la Bretagne, le mouvement de soutien se concentre, se rencontre à Pédernec, prenne conscience de toute sa force et la montre au patronat. L'idée d'une marche bretonne sur Pédernec est dans l'air aujourd'hui. Si elle aboutit, ce sera un événement crucial, plus que les attentats, dans la vie de la Bretagne populaire, dans la lutte anticapitaliste. Ce sera le meilleur défi à Marcellin et à Jeanne d'Arc, dérisoire rempart national que le capitalisme prétend aujourd'hui opposer à la lutte des exploités.

Cela n'enlève rien de son importance à la lutte contre la dissolution des 4 mouvements, contre l'inculpation de leurs militants devant la Cour de Sécurité de l'Etat. Partout, et surtout en Bretagne, Euskadi et Corse où le mouvement de soutien peut être particulièrement massif, il faut lutter pour la levée des décrets de dissolution, la libération immédiate de tous les emprisonnés, la cessation de toute poursuite judiciaire.

FOTOLIB



Corses, Basques, Bretons : Tous dissous.



FRONT DE LIBERATION DE LA BRETAGNE pour LA LIBERATION NATIONALE ET LE SOCIALISME.

Le Bureau Politique du FLB-LNS a apprécié la prise de position de « ROUGE » lors de la mesure de dissolution qui a frappé son organisation : de la même manière, le FLB-LNS avait jugé nécessaire d'affirmer son soutien à la « LIGUE COMMUNISTE » quand celle-ci avait été dissoute par le pouvoir fasciste représenté par Marcellin.

Plus que jamais, en effet, la solidarité des révolutionnaires devra jouer : quatre — pour le moment — de nos militants vont être déferés devant la Cour de Sécurité de l'Etat ; nos camarades basques sont cons-

tamment inquiétés par les polices française et espagnole etc.

Il est certain que la ridicule mesure qui nous frappe ne peut en rien altérer notre combativité sur le terrain, auprès des couches les plus combattives de la population travailleuse bretonne : paysans-travailleurs, ouvriers et pêcheurs, menacés par l'évolution logique du capitalisme.

Nous espérons que les militants de « ROUGE » ainsi que la direction politique prendront des positions claires sur la politique actuelle du pouvoir contre les militants révolutionnaires des minorités nationales.

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

VIVE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE BRETON !

Salutations fraternelles

Bretagne le 1/2/74

p/o le BUREAU POLITIQUE :

Le Bureau d'Information

GALLOUEDEC



CONTRE LA GRANDE MUETTE

L'intervention massive et parfois spectaculaire des anti-militaristes en direction des appelés à l'occasion des incorporations est en train de s'ancre dans la tradition du mouvement anti-militariste. Ce faisant, le mouvement ne cède pas à un goût quelconque pour l'exhibition gratuite, mais manifeste le souci de placer la lutte contre le sort fait au contingent au premier rang de ses préoccupations. Evolution remarquable.

● A l'occasion des 2 et 3 février, donc, les empêchés d'incorporer en rond ont encore frappé. Comme ils l'avaient fait déjà, notamment les 2 et 3 juin. La dénonciation du crime de Margival était au cœur de leur propagande et de leurs actions et entraînait en résonance avec l'indignation des appelés qui savent que Galley ment lorsqu'il nie la réalité des fameux 7 %. Mais aussi la lutte contre l'encasernement, les brimades pour la réduction massive du temps de service et les libertés démocratiques pour le contingent.

A Paris, près de 2000 militants ont participé à une manifestation clandestine à l'appel du CDA, du CAM, du CSOC, du GIT. Débouchant du métro Charles-Michels, ils ont gagné la caserne Duplex, siège de la Sécurité Militaire, improvisant une opération « portes ouvertes » peu du goût de la hiérarchie militaire. Une fois les grilles forcées, les manifestants pénétrèrent dans la caserne. Ils déposèrent une gerbe rouge dédiée aux victimes du crime de Margival au pied du monument aux morts de la caserne, inscrivent de nombreux slogans sur les murs et se retirent en bon ordre. Survenus un peu plus tard, les flics devront se contenter de ratisser les couloirs du métro...

A Rouen, le CDA organise une diffusion de tracts aux appelés à la gare de Rouen rive droite. Alors que la diffusion se passait sans encombre et que les tracts étaient très appréciés par les incorporés attendant les auto-cars militaires devant les amener à leurs régiments, la police est intervenue pour embarquer trois diffuseurs. Deux heures plus tard, c'étaient trente anti-militaristes qui reprenaient dans le hall de la gare la distribution de ces tracts. Nouvelle intervention de la police, matraques en main pour embarquer quatre autres diffuseurs du CDA. La violence de la charge policière a indigné les nombreux voyageurs ainsi que les cheminots présents qui ont manifesté bruyamment leur hostilité aux méthodes barbares des troupes de Marcellin. La riposte s'organise pour obtenir la libération des militants et la levée de toute inculpation. La libération est obtenue à 17 h. Un communiqué des sections CGT-CFDT des cheminots de Rouen-RD est publié dans la presse locale. Les travailleurs de la SNCF ont pris une grande part à cette lutte : mise en demeure par eux, la Direction Générale de la SNCF a dû imposer aux flics le retrait de la gare. La vigilance s'impose à tous les anti-militaristes pour empêcher toute inculpation ultérieure. La riposte des organisations syndicales à l'intervention policière est un élément extrême-positif. Elle démontre que l'anti-militarisme est aussi l'affaire des organisations syndicales et du mouvement ouvrier en son entier. La JC a également publié un communiqué dénonçant l'intervention policière.

A Lyon, l'incorporation coïncidait avec la riposte développée par les anti-militaristes au nouveau procès du GARM. Déjà le 17 octobre, 11 militants du GARM sont passés en procès en vertu de la loi anti-casseur pour avoir placé un drapeau nazi sur le consulat US lors des bombardements sur la RDV en décembre 72. Le tribunal s'est refusé à appliquer la loi anti-casseur. Mais le pouvoir ne désarme pas, et veut faire payer au GARM son activité anti-militariste et c'est un nouveau procès le 12 février contre 12 militants pour « provocation à l'insoumission ».

Mieux, c'est maintenant l'imprimerie

« Presse Nouvelle » que le pouvoir veut frapper en inculquant son gérant Henri Lecerq dont le seul tort est d'accepter d'imprimer des idées différentes de celles de Galley et consorts.

Face à cette grave atteinte à la liberté de la presse et contre le procès du GARM, la mobilisation s'organise.

Les CDA ont démarré une campagne de mobilisation (bombage, tract) en soutien au GARM et à l'imprimeur se joignant au rassemblement prévu lundi 11, place Bellecour et mardi 12, devant le tribunal, tout en regrettant que le front uni qui a pu se réaliser avec la publication d'un tract de soutien (GARM, CDA, EE, comité Thévenin, Libération, LO, Roule, PSU) n'ait pu se maintenir à l'occasion du rassemblement et surtout d'une manifestation du fait de l'attitude sectaire du PSU-GOP.

Dans la nuit du 2 au 3 février, les casernes de Lyon et autres objectifs militaires voyaient fleurir des inscriptions sur leurs murs : inscriptions dénonçant la responsabilité de la hiérarchie dans le crime de Chézy ; dénonçant le procès du GARM et de l'imprimeur et rappelant aux appelés leurs droits élémentaires.

Dans la nuit du 4 au 5 février, une dizaine de militants du CDA diffusaient un tract aux conscrits et permissionnaires dans les trains en partance pour les garnisons de l'Est et arrosaient copieusement le buffet de la gare de Perrache.

A Marseille, et St Germain des Fossés, près de Clermont-Ferrand, plusieurs milliers de tracts ont été diffusés aux appelés. A St Germain des Fossés, des inscriptions ont été peintes sur les trains.

APRES LA MANIFESTATION A DUPLEX, LETTRE D'APPELES DU 1er RT

Jeunes appelés du 1er R.T., nous saurons comme il se doit l'action des anti-militaristes à la caserne de Duplex, le 2 février.

Il fallait voir, comme nous l'avons vu, les « rampouilles », les « crevures » qui sont les mêmes dans toutes les casernes se démenant, tremblant pour leurs grades, essayer de refouler les gars descendus dans la cour. L'un des officiers de service, hors de lui, a vomit ses injures à l'égard des appelés de garde, les traitant de « pétés rouges ».

Nous autres appelés avons vu dans l'action du 2 février le symbole réconfortant d'un soutien actif de toute la jeunesse aux luttes naissantes dans les casernes. Seule cette jonction entre les luttes anti-militaristes des jeunes civils et celles des jeunes enrégimentés pourra faire éclater le silence que l'armée entretient sur ses actions et ses assassinats.

A l'heure où le pouvoir essaie de se créer une armée de guerre civile, à l'heure où nos apprentis Pinochet paraissent, nous autres du contingent luttons et dénonçons sans trêve les mensonges, les assassinats de cette armée à la solde du capital.

Plus que jamais brisons l'embrigadement et l'abrutissement systématique de la jeunesse dans les casernes.

Plus que jamais imposons nos droits élémentaires à l'information et à l'expression.

Plus que jamais faisons en sorte que les jeunes travailleurs sous l'uniforme se souviennent qu'ils restent des travailleurs.

— A bas l'armée du capital !
— Non aux 7 % !

Des appelés
du 1er R.T.
Duplex



FOTOLIB

MARGIVAL : UN NOUVEAU TEMOIGNAGE

Mon service vient de se terminer. Je en profite pour faire connaître maintenant à l'opinion publique ce que j'ai vu et vécu. Je n'ai pu le faire plus tôt car l'armée interdit aux soldats de s'exprimer.

Il s'est passé beaucoup de choses dans mon ancienne compagnie, CEB du Régiment de Marche du Tchad basée à St Germain en Laye depuis la parution dans « Libération » du 12 décembre d'une lettre. Celle-ci dénonçait essentiellement les comportements fascistes des gradés. Elle révélait l'existence d'une caisse noire appropriée par un chef de section, alimentée par un foyer parallèle et un vol à l'ordinaire.

Bien que les appelés ne doivent rien en savoir, nous avons appris que le sous-lieutenant BARTOLI de la section Radar et le sergent chef RAISON de mon ancienne section dénoncés dans la lettre pour leurs comportements intolérables ont été sanctionnés d'arrêts de rigueur et mis à l'écart, ce qui compromet leur carrière.

De plus, le capitaine VALLETTE commandant notre Compagnie convoqua une réunion extraordinaire de tous les gradés engagés afin que ceux-ci adoptent des mesures moins brutales.

Quant à la caisse noire, le sergent-chef Sanchez acculé par la pression des appelés, dut restituer leur argent. Il a cependant l'audace de ne leur rendre que 200 f sur les 350 de la caisse. Il garde 150 f pour l'achat de matériel militaire, paraît-il. Nous payons déjà tant d'impôts pour cela.

Depuis, la compagnie a été profondément marquée par la tragédie de Chézy s/Marne puisqu'elle participait au raid « Chantemerde-Pisseloup » (nom de code qui révèle un état d'esprit bien perturbé !). Ainsi que les rescapés l'ont affirmé (l'Humanité du 29/1/74) de telles tragédies sont inévitables lors de tels entraînements commandos.

J'ai suivi le stage du camp de Margival en septembre 73. Nous étions 32 au départ et 19 au bout de 15 jours à cause de nombreux accidents dont un tassement de vertèbres. D'autre part, un de nos camarades qui ne supporta pas d'être brisé physiquement et moralement a déserté le camp. Il est toujours en prison aujourd'hui. C'est épuisé par un tel entraînement que les soldats du 51è RI d'Amiens ont dû faire le raid de 3 jours sur 90 km. De plus, ils étaient traqués par 2 de nos sections motorisées. Ces deux sections avaient pour mission de les pénaliser s'ils étaient interceptés (rallonge kilométrique et brancardage de blessés fictifs sur 1 ou 2 kilomètres). La responsabilité du drame incombe non pas au sergent chef qui commandait la colonne mais à l'organisation de tels stages où les hommes sont traités comme des bêtes.

Je dénonce également la préparation de la compagnie à des tâches de maintien de l'ordre. Sous l'appellation d'alerte « Sagittaire Rouge », il existe dans la compagnie des documents qui prouvent que cette alerte est réservée à des opérations de maintien de l'ordre : le cahier d'ordre du capitaine et un ordre de bataille dactylographié. Le chef désigné de cette section de maintien de l'ordre est le même BARTOLI qui se vante d'être ex-OAS. On peut craindre même qu'il ait conservé des liens avec l'extrême-droite puisqu'il aurait conservé dans son bureau pendant des semaines une caisse de grenades offensives et fumigènes.

Ce fait parmi tant d'autres prouve contrairement aux affirmations gouvernementales que l'armée ne se prépare pas seulement à la défense extérieure du territoire mais aussi à la répression d'un soi-disant « ennemi intérieur », c'est-à-dire les travailleurs.

Les soldats aujourd'hui n'ont aucun droit, pas même ceux que reconnaît la Constitution aux citoyens français. Où est la liberté d'information, quand seuls les journaux de droite sont autorisés ? Quand un de nos camarades du 402è BCS de St Germain vient d'être sanctionné pour possession d'un tract sur Chézy s/Marne ? Quant aux libertés d'expression, de réunion, d'organisation, n'en parlons même pas. Nous revendiquons justement ces droits démocratiques élémentaires, ainsi qu'une solde décente (au minimum le SMIG) et une période d'instruction réelle, ce qui implique une réduction du service militaire, car aujourd'hui la majeure partie du temps n'est pas réservée à cette instruction mais à une mise au pas idéologique.

En attendant la reconnaissance de nos droits, que tous les soldats brisent le mur du silence des casernes, qu'ils dénoncent les scandales et les dangers de cette armée, qu'ils s'appuient sur une opinion enfin informée et prête à soutenir leur lutte.

Un soldat libéré.



Des gradés courageux mais pas téméraires.



INTERVIEW D'UN GROUPE D'APPELES DE LA CASERNE DUPELIX.

Après cette action des antimilitaristes, comment ont réagi les appelés de la caserne ?

D'abord, il faut vous dire que ce n'est pas « une caserne comme les autres ». C'est un « quartier ». La nuance tient à ce que les gars n'y sont jamais. C'est un « quartier » à régime « libéral » lié à la vie militaire parisienne. Il regroupe les appelés qui travaillent dans les ministères, et qui en principe viennent y dormir le soir. C'est une caserne de « pistonés » ou bien de gars mariés avec enfants. Les gars ont un niveau d'étude élevé, d'origine petite bourgeoise. Ils viennent pour la plupart du 120 R.T. de Fontainebleau dont vous aviez vous-même expliqué les raisons de son régime « libéral ».

Les gars sont atomisés dans les bureaux. Le soir, beaucoup rentrent chez eux. Donc, il y a très peu de vie collective.

Lundi matin, tous ceux qui étaient de garde se samedi soir ont été interrogés par les arrivants, leurs copains. Les gars ne parlaient que de ça. « C'est chouette » etc...

Mais le colonel a décidé de supprimer les permissions de nuit jusqu'à jeudi. Alors le courant de sympathie s'est un peu atténué. Il y a eu des réflexions du style « c'est la faute de ces cons... ». Il a dû reprendre un travail d'explication.

Et au niveau de l'encadrement, comment cela a réagi ?

Il y a les bureaux de la S.M. dans la caserne. Tous les officiers et sous-officiers ont été réunis à tour de bras. La S.M. a de plus convoqué les mecs qui étaient de garde. L'officier de permanence du samedi soir, c'était BRAUN, réputé pour sa trouille du supérieur. Il avait pour adjoint un adjudant fasciste, ex-Occident. Mais le colonel lui-même était présent sur les lieux.

Beaucoup d'officiers ici sont d'extrême-droite, avec un niveau intellectuel certain. Au niveau des sous-off., c'est le fascisme et le racisme de « Minute ».

Les manifestants ont été assez surpris du total succès de l'opération. Ils pensaient que la caserne aurait été davantage gardée.

Oui, en effet. Les autorités militaires étaient prévenues de cette journée antimilitariste. Il y avait eu un message du général MANGIN l'annonçant et notamment mettant en garde le quartier pour la journée du 2. C'est assez surprenant le peu de mesures prises alors qu'ils prennent des mesures draconiennes pour la moindre grève, comme par exemple pour le 6 décembre où tout le quartier était consigné.

Ceci dit, ils préfèrent peut-être qu'il y ait le minimum d'appelés présents pour ce genre d'occasion.

Mais ils ont dû être surpris. Très souvent, c'est la caserne Reuilly-Diderot qui était visée, ou les gares, et encore par de petits groupes qui n'hésitent pas à se faire arrêter parce que cela appartient à leur tactique. Mais une manifestation de cette ampleur, sur Duplex, ils ne devaient pas s'y attendre.

C'est assez amusant le communiqué militaire envoyé à la presse. Non seulement les manifestants ont bel et bien pénétré au cœur de la caserne pour y déposer la gerbe, mais encore toute la garde a bien entendu le colonel dire : « Laissez-les passer ».

Ou alors, mais c'est une hypothèse théorique, il faudrait l'étayer : une fraction de l'armée a choisi d'accroître artificiellement sa « vulnérabilité » pour peser davantage dans le sens d'un durcissement vis à vis des antimilitaristes.

AU 51^{ème} RI D'AMIENS

Propos recueillis auprès d'un groupe d'appelés du 51ème.

L'ACCUEIL AU REGIMENT

« Le peloton d'élèves gradés (PEG) qui a laissé des copains sous le tunnel appartenait à la 1ère compagnie. Au retour à Amiens, la 1ère compagnie a été accueillie par un discours du commandant VAILLANT : « Huit morts, c'est beaucoup mais vous en verrez d'autres » VAILLANT, un gars qui ne sort en ville qu'en civil et qui rase les murs... »

Dès 7 heures du matin (le drame s'est passé la nuit) l'encadrement nous a tous convoqués : « Veillez à ne pas colporter les ragots. Les forces d'opposition voudront avoir la tête de votre colonel... » Au bout de 48 h, dans la terminologie de ces messieurs, l'« accident » est devenu l'« incident » pour ne plus être que l'« histoire »...

LES FAMILLES

« Pendant plus de 24 heures, toutes les familles affolées téléphonaient pour savoir si leur fils était sous le tunnel. Le standard était complètement court-circuité par les appelés. C'est sciemment que les noms n'étaient pas donnés publiquement : les militaires sont allés « kidnapper » les familles endeuillées pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de « bavures » (comme cette mère qui à Flixecourt les a traité d'assassins). En maints endroits, les crevures se sont faites jeter à la mer. A Flixecourt, malgré le refus de la famille et de la municipalité PC, ils ont envoyé une délégation avec fleurs et drapeaux, que la population a dispersés ! »

LE CONTINGENT

« Après le stage du CEC de Margival, il est de tradition que les appelés aient droit au fameux écusson. Cette fois-ci CE SONT DES GENERAUX qui sont descendus pour l'accoler sur la poitrine des gars, au cours d'une cérémonie. ça n'a pas été facile.

Les gars de la 1ère compagnie voulaient refuser. L'encadrement du 51ème a exercé une pression considérable sur eux, sur le thème : « On a assez d'ennuis comme cela, vous comprenez, ils vont encore venir faire des enquêtes - etc. on comprend bien mais laissez-nous faire »

Ça c'est fait tant bien que mal avec quelques bousculades. Le PEG rescapé, lui, a carrément refusé. Les généraux sont venus leur serrer la main, longuement... et quand les gars ont vu leur main libérée, dedans, il y avait... l'écusson. Les charognes !

A la citadelle (au groupement d'instruction) une collecte faite par les appelés (malgré l'interdiction rigoureuse du capitaine du GI) a rassemblé 350 F pour l'achat de fleurs.

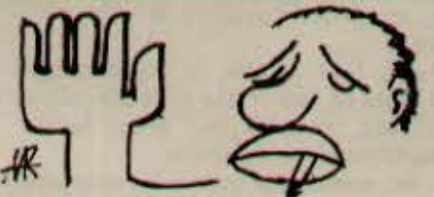
Au quartier FRIANT, il y eut beaucoup d'incidents pour les délégations aux enterrements : les gars voulaient y aller qu'en civil »

LES « HOMMES »

« Le lieutenant MARTIN... C'est lui qui commandait le PEG à Chézy. Il a répété 150 fois depuis quatre mois, que les « accidents », c'était pas grave, « ON » avait « DROIT » à 7 % de pertes. Il se réclame d'Ordre nouveau. Il voulait passer un concours pour devenir gradé de CRS. Il a été refusé. Il est trop petit. C'est son grand complexe. Aux tests de l'armée, il a 13 de niveau général. Pour un officier ! C'est un pitre. Jusqu'à la 0/12, il a fait faire des « pompes » aux appelés sur le thème de la vie de château et de Brigitte Bardot. Le nouveau colonel (qui ne voulait pas d'histoires...) a fait supprimer cela et d'autres fantaisies de MARTIN. Comme de mettre les gars dans une fosse de parcours du combattant et de les obliger à « rugir comme des lions », ou bien à les faire grimper dans une cage et à les obliger à « vrombir » comme un avion avant de sauter. « Pauvre Martin, pauvre misère » chantaient les appelés, quand il pouvait entendre sans les voir... »

méfais divers

MARCELLIN LAISSE FAIRE



Depuis l'attaque de la caserne de Reuilly-Diderot, ils passent de semaines sans que la presse ne fasse état des « hauts faits » du GAJ (Groupe Action Jeunesse, animé par le MJR-MSF et ex-Ordre Nouveau) et autres groupes nazillons. C'était hier l'attaque de Tolbiac, de Nanterre et autres facultés ou lycées : Neker, Sceaux, etc... Aujourd'hui, un nouveau pas est franchi dans l'escalade et ces nervis se croient tout permis.

A Toulouse, ces messieurs matraquent un lycéen, lui gravent la croix gammée sur le front avec une lame de rasoir.

A St Germain en Laye, ils attaquent un meeting de soutien aux travailleurs chiliens.

A Paris, dans le XIVème et XVème arrondissements, à plus de cent, ils attaquent sur les marchés les vendeurs de gauche et d'extrême-gauche.

Ce dernier cas est révélateur de l'attitude des hommes à Marcellin face à ces bandes armées. Au moment où le pouvoir fait une grande campagne sur les gangsters qui « font les banques », non seulement il se tait sur ceux qui attaquent les militants politiques en plein Paris (quatre militants du PSU sérieusement blessés dimanche dernier), mais encore, ces attaques se font sous les yeux mêmes de la police. Dimanche dernier, les militants de Faire Front (ex-Ordre Nouveau) après avoir essayé de matraquer les militants qui vendaient Rouge à Convention transportèrent leur armement un kilomètre plus loin au marché Alésia. La police suivait, les a laissé prendre leurs matraques, fléau, casques et matériels divers et matraquer sur le marché. Paraît-il que d'un côté c'était le XVème arrondissement, de l'autre, le XIVème, et que les flics du XVème n'ont pas reçu d'ordre pour le XIVème et ne pouvait donc intervenir...

S'il ne s'agissait que de ces individus, les travailleurs n'auraient pas besoin

qu'on leur fasse des leçons pour leur régler les comptes et les dissuader... Mais ces affaires vont beaucoup plus loin. En effet, tous ces nervis sont connus par les services de Marcellin : ils se sont déjà permis entre autres d'attaquer les locaux des partis de gauche et des syndicats, séquestrant Claude Estier, pendant toute une nuit sans que les hommes de Marcellin ne lèvent le petit doigt. Il n'y a donc pas là répétition de bavures mais un laisser faire délibéré. Par contre, dès que les travailleurs ont l'outrecuidance de réclamer un peu fort leurs droits, alors comme par hasard on trouve des centaines de CRS, gardes mobiles et autres pour faire respecter la loi des patrons. Pour expulser les travailleurs du foyer Losserand, Marcellin a trouvé plus de 500 policiers. Pour « surveiller » les vendeurs de Rouge à Convention, il mobilise un car complet tous les dimanches. Quand le GAJ ou Faire Front arrivent pour frapper, ces messieurs ne sont pas en état d'intervenir.

Dans une situation difficile pour lui le pouvoir a intérêt à faire diversion en laissant les nervis intervenir à leur guise. Ceux-ci complètent harmonieusement l'appareil tépressfi « officiel ».

Il n'est que temps que ceux qui hier encore croyaient à l'abri des agressions fascistes réagissent. Ce n'est pas seulement une mesure d'auto-défense élémentaire. C'est également un avertissement à lancer au pouvoir, aux Pinochet de demain, il faut mettre des maintenant hors d'état de nuire ceux qui sont prêts à jouer demain le rôle que Patrie et Liberté joue aujourd'hui au Chili, et qui se font d'ores et déjà la main contre le mouvement ouvrier.

Il ne suffit pas non plus de crier à la provocation ou de protester verbalement : seule l'auto-défense ouvrière, réalisée dans l'unité, permettra de venir à bout des supplétifs du pouvoir.

LE TEMPS DES

Après la défaite du travailliste Wilson, l'arrivée au pouvoir de Heath a marqué un tournant dans la politique de la bourgeoisie anglaise (1). Sur le plan économique, le trait central fut un brutal effort de rationalisation de l'appareil de production : soutenir les secteurs les plus dynamiques du Grand Capital et casser les reins des entreprises non rentables. Pour la classe ouvrière cela signifiait une exploitation plus féroce, une fermeté et une répression systématiques dans les conflits sociaux.

■ Dans un premier temps, Heath connut une série de succès : les grèves des travailleurs de l'Electricité et des Postes par exemple, furent des défaites ; un coup de frein fut donné aux salaires. Mais Heath devait se heurter à un mouvement ouvrier dont il avait sous-estimé la puissance : la grève des mineurs de 1972 fut son premier échec. La libération des 5 dockers de Pentonville prison contribua à élargir la brèche. La classe dominante devait alors connaître une crise politique interne qui n'a cessé de s'accroître depuis.

Après cette défaite de 72, le gouvernement a opéré une retraite tactique, en faisant de réelles concessions à la classe ouvrière, alors que sa marge de manœuvre économique était pourtant réduite. La crise du capitalisme anglais s'est accentuée, les luttes ouvrières se sont poursuivies.

Aussi, l'été dernier, le gouvernement a-t-il tenté de lancer une offensive contre la classe ouvrière sur deux fronts : surexploitation et répression.

- Au niveau des usines, les offensives patronales ne sont pas restées sans riposte : occupation de plusieurs semaines contre l'accélération des cadences ou les licenciements ; piquets volants ; affrontements avec les jaunes, etc...

- La répression étatique a frappé au premier chef les immigrés ; mais une série d'attaques ont aussi été lancées contre les syndicats : la plus importante étant le procès de Shrewbury contre les dirigeants d'un piquet de grève condamné à 3 ans de prison !

Si l'on tire le bilan à la fin de l'été, on peut dire que la bourgeoisie a remporté quelques victoires tactiques, mais ce qui marque avant tout la situation c'est l'énorme combativité ouvrière : en 1972 il y a eu par exemple 24 millions de jours perdus pour fait de grève ; en 1973 le nombre de jours de grève a baissé, mais le nombre de grèves a monté, atteignant le chiffre de 2800. Le nombre de syndiqués a augmenté, lui aussi : on en compte aujourd'hui près de 11 millions.

LE MARASME

A la fin 73, Heath n'a donc pas réussi à redresser la situation. L'économie britannique est dans une situation effrayante : la balance des paiements connaît un déficit d'environ 2 millions de livres par an ; le taux d'intérêt oscille entre 14 et 18 % ; le taux d'inflation tourne autour de 15 % ; le niveau de vie réel de la classe ouvrière a baissé au cours des 6 derniers mois ; les mesures sociales (construction de logements à bas marché, etc...) ont diminué de 30 % l'année précédente. Les travailleurs ne sont pas les seuls à faire les frais de la crise : des couches sociales beaucoup plus larges sont maintenant directement touchées. Et les perspectives sont encore plus désastreuses : l'hypothèse la plus optimiste avancée par *l'Economist* est celle d'un taux d'inflation de 20 % et de 1,5 million de chômeurs...

La classe ouvrière que Heath s'était engagé à mater en arrivant au pouvoir manifeste une insolence grandissante.

Non seulement elle montre sa volonté de ne pas faire les frais de la crise, mais sa combativité, son niveau de mobilisation se développent. Les formes de luttes radicales, leur organisation à la base, sont autant de signes de la faillite de Heath.

C'est pourquoi en décrétant la semaine de trois jours, offensive frontale contre la classe ouvrière, en cherchant à isoler les mineurs, le gouvernement a joué son va-tout.

L'ECLATEMENT

Face au marasme économique et à la combativité ouvrière, il règne aujourd'hui dans les rangs de la classe dominante un climat de tension politique qui tourne à l'hystérie. On voit dans des journaux bourgeois réputés pour leur sérieux des articles expliquant que le pays est impossible à gouverner, qu'on a détruit la constitution, que la police n'est pas assez forte... Certains secteurs de la bourgeoisie parlent même ouvertement de coup militaire.

L'échec de l'offensive de 72-73 a désagrégé l'unité du camp bourgeois : le dirigeant du syndicat patronal (CBF) attaque publiquement le gouvernement Heath, le rendant responsable de la crise actuelle ; le *Financial Times* polémique ouvertement avec *l'Economist* au sein du parti conservateur sévit une crise très sérieuse : certains membres du cabinet menacent de démissionner si Heath cède aux mineurs, d'autres de le faire, s'il ne cède pas...

Jusqu'ici sa position a été extrêmement ferme : aucune concession. Quitte à payer le prix fort : la perte de production est d'environ 400 milliards de livres par semaine ; le chômage permanent s'est accru de 120.000 personnes en un mois ; les faillites de petites entreprises se sont multipliées.

Cette politique d'une brutalité inouïe n'a pourtant pas réussi jusqu'ici à faire plier les genoux de la classe ouvrière anglaise, au contraire, elle a accumulé une formidable masse de matière explosive. Une partie de la bourgeoisie, effrayée, le pousse maintenant à céder. Capituler ou pas est la question qui est posée.

Or Heath est coincé : les solutions qui s'offrent à lui sont toutes aussi aléatoires, aussi périlleuses : la réduction de la semaine de travail à 2 jours et la répression immédiate pour briser la grève ? Ce serait assurément s'exposer à une véritable explosion ouvrière : le risque d'un mai 68 est réel. Car les mineurs sont décidés à se battre et les appuis ne leur manquent pas : déjà les dockers ont déclaré qu'ils entreraient en grève plutôt que de décharger du charbon importé. Les conducteurs de train ont annoncé qu'ils refuseraient d'en transporter. Usine après usine, on voit se multiplier les déclarations de soutien et d'aide aux piquets. La perspective d'élections générales dramatisées pour

raffermir l'autorité chancelante du gouvernement ? Le risque est grand d'offrir ainsi une victoire électorale au parti travailliste. Il n'est même pas sûr que cela suffise à arrêter la grève générale : plusieurs secteurs syndicaux ont en effet annoncé qu'ils débrayeraient, élections ou pas... La capitulation avec ou sans conditions ? Ce serait pour ce régime une telle défaite qu'on voit mal comment Heath pourrait se maintenir au gouvernement. Sans parler de la valeur d'exemple qu'aurait un tel résultat pour les 3 millions de métallos qui attendent de poser leurs revendications salariales, et pour tous les autres...

Pourtant nombreux sont ceux qui le poussent à cette dernière solution : de larges couches petites bourgeoises, prises à la gorge par la semaine de trois jours, souhaitent une solution rapide, quitte à céder ce que les mineurs demandent. Ce n'est d'ailleurs pas seulement le petit boutiquier ou le petit artisan qui craint qu'une crise prolongée précipite sa ruine : une enquête récente du *Times* estime que, si la semaine de trois jours continue jusqu'à la fin février, près d'un tiers des usines pourrait faire faillite !... A en juger d'après les déclarations du syndicat patronal (CBF), une grande partie du Grand Capital juge, elle aussi, moins dangereux de céder. Le secteur qui y est le plus opposé, c'est l'appareil d'Etat lui-même : le gouvernement joue quitte ou double. S'il cède, il aura sans doute creusé sa propre tombe.

UN CONTEXTE EXPLOSIF

La bourgeoisie n'a pas simplement à faire face à une montée des luttes ouvrières. L'ampleur de la crise politique et sociale a mis en mouvement des milliers de personnes dans les couches sociales et sur les terrains les plus divers :

Les luttes étudiantes ont culminé en novembre par une grève de 140.000 étudiants. Il y a eu 6 occupations de grandes universités, 17 collèges font la

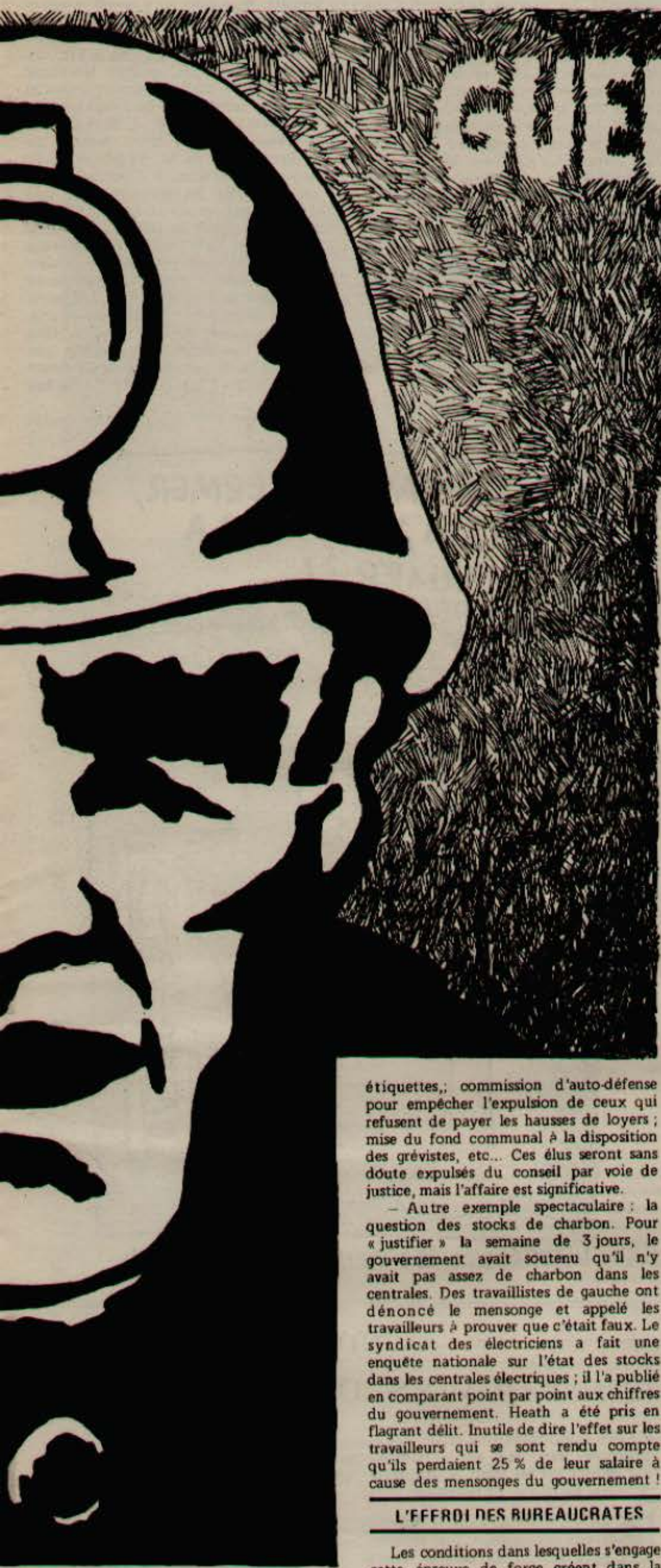
grève des prix imposés. Dans tous les collèges en grève, il y a des comités de grève qui organisent la propagande, la grève des loyers, etc... Pour février on prévoit une nouvelle grève de 200.000 ou 250.000 étudiants.

- Les occupations de maisons vides se sont multipliées dans la dernière période : à Londres, on compte environ 2000 appartements ainsi occupés ! Elles ont donné lieu à des batailles très dures : maisons entourées de fer barbelé, cocktails Molotov lancés sur la police. En plein centre de Londres, des squatters ont occupé un immense building inoccupé depuis 3 ans. Une manifestation de soutien, convoquée en 2 jours, a rassemblé 5000 personnes.

- Face à la hausse des prix la lutte a dépassé en certains endroits la simple



QUELLES SINDIQUES



des shop stewards est passé de 175 000 à 300 000, toute une série d'initiatives, de liaisons entre usines échappent à l'emprise de la bureaucratie syndicale.

C'est ce qui explique une série de mesures tactiques, visant à déclencher des luttes qu'elle pouvait contrôler : boycott des heures supplémentaires, grève d'une journée, etc... dans le but d'arracher quelques concessions à la bourgeoisie. Mais, pour la grève des mineurs qui s'annonce, la masse des travailleurs qui vont débrayer rend impossible un contrôle absolu : déjà lors de la grève de 1972 le nombre de participants aux piquets avait atteint 20 000, dans 4 à 500 endroits différents...

LA CRISE DU REFORMISME

La direction du Parti Communiste, par peur de rompre son alliance avec la bureaucratie syndicale, est poussée à une position droitiste. On l'a vu défendre des positions absurdes même aux yeux de ses propres militants comme la grève des heures supplémentaires en pleine semaine de trois jours !

Aussi a-t-il été débordé sur sa gauche par certains secteurs de la social-démocratie.

S'il conserve une certaine crédibilité c'est dû notamment à la place de certains de ses cadres ouvriers dans la grève des mineurs, militants qui agissent souvent contre la ligne du parti. Certains se sont prononcés pour une grève générale. L'un d'eux, dirigeant mineur écossais, a même déclaré qu'en cas d'intervention de l'armée, ils distribueraient des tracts aux troupes pour qu'elles se solidarisent. Ce qui a alimenté une campagne de presse hystérique sur les mutineries. Un journal a même fait un sondage dans l'armée pour savoir s'ils tireraient sur les mineurs en cas de grève. La direction du PC, très embarrassée, lui a demandé de démentir ses déclarations...

Au sein du Parti Travailleur sévit également une crise spectaculaire : au début des luttes, Wilson a soutenu la semaine de trois jours, alors que Ben, membre de la gauche, est à l'initiative de l'enquête sur les stocks. Au moment du débat sur l'utilisation de l'armée contre les mineurs, des dirigeants du parti ont présenté une motion condamnant l'attitude du PC, deux membres du cabinet ont refusé de la signer. Cette division au sein du Labour traverse la bureaucratie syndicale. La grève menée par le syndicat des transports par exemple a donné lieu à une bataille étonnante : un des dirigeants du parti travailliste, Prentice, l'a publiquement condamnée avec l'appui du secrétaire du syndicat de la métallurgie, le vice-secrétaire du même syndicat a désavoué la position du Labour, et 30 députés travaillistes ont soutenu la grève.

L'EXTRÊME-GAUCHE ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE

Dans cette situation on assiste à un accroissement énorme de l'audience de la gauche révolutionnaire. Même si le poids de l'électoratisme pèse encore sur la classe ouvrière anglaise. Mais les forces des révolutionnaires restent encore limitées et leur intervention surtout propagandiste.

En ce qui concerne les perspectives, les débats dans l'extrême-gauche ont porté sur deux points clés : les réactions à la

semaine de trois jours, et l'attitude par rapport à la grève des mineurs.

Comment combattre la semaine de trois jours? *International Socialism* (l'organisation numériquement la plus forte) a répondu par des slogans minimalistes, justes dans une lutte défensive mais n'offrant pas de perspectives pour la situation actuelle : maintien du salaire de 5 jours, refus des licenciements, refus de travailler s'il fait trop froid dans l'usine, etc... La *Socialist Labour League* (healyste) a répondu... en faisant campagne pour des élections générales, seule façon, selon elle, d'éviter un coup d'Etat militaire.

Les camarades de l'IMG ont défendu la perspective d'une grève générale pour renverser le gouvernement Tory. IS a crié à l'aventurisme, et la SLL a expliqué que sans élections générales, on allait droit à la dictature militaire. En fait la grève des mineurs pose bien le problème : ou bien on se contente de prôner des luttes de solidarité avec les mineurs, ou bien on cherche à stimuler les luttes dans la perspective d'une grève générale contre le gouvernement.

C'est dans cette perspective que les camarades de l'IMG poussent à la création de comités d'action. Il en existe à Edimbourg, Sheffield, Oxford, Londres, Portsmouth... Certains comités de défense des travailleurs de Shrewsbury prennent de plus en plus l'allure de CA. Certains sont surtout propagandistes, d'autres sont des regroupements de délégués de shop stewards, de représentants d'étudiants, d'associations de bcataires, etc. Le comité d'Edimbourg sur les emprisonnés de Shrewsbury a été capable de déclencher une grève de 3000 ouvriers malgré l'opposition des bureaucrates.

Mettre en place des comités de préparation à la grève, structures de mobilisation démocratiques, unifier et coordonner les luttes, assurer leur auto-défense notamment contre les brigades anti-piquets, mener la lutte contre la répression (poursuite de la campagne sur Shrewsbury, contre les manœuvres de l'armée et l'entraînement militaire de la police), préparer la grève générale. Voilà les tâches actuelles des révolutionnaires.

LES POMPIERS DE GLASGOW

Première lutte ouvrière de l'automne : celle des pompiers de Glasgow. Ils n'avaient jamais fait grève depuis 1919 ! Désavoués par le syndicat des pompiers, par le TUC, par la chambre de travail de Glasgow, ils persistent, ils forment un comité de grève, se réunissant chaque jour en assemblée générale. Leur appel à la solidarité connut un énorme succès (plus de 4000 livres par semaine). Ils reçurent plus d'argent en débrayant que lorsqu'ils travaillaient...

Le gouvernement appela la troupe pour les remplacer en cas d'incendie. Ils manifestèrent, harcelant sans arrêt les soldats qui allaient éteindre le feu, coupant les sources d'eau, taillant les tuyaux des lances à incendies et les pneus des camions. La troupe — malgré les primes du gouvernement — fut rapidement démoralisée. Heath fut obligé de la rappeler et de capituler après deux semaines de conflit, en accordant toutes leurs revendications.

Pour célébrer leur victoire, les pompiers firent un défilé pendant les heures de travail dans les rues de Glasgow. Sur leur passage, les ouvriers étaient tous aux grilles des usines...

étiquettes, commission d'auto-défense pour empêcher l'expulsion de ceux qui refusent de payer les hausses de loyers ; mise du fond communal à la disposition des grévistes, etc... Ces élus seront sans doute expulsés du conseil par voie de justice, mais l'affaire est significative.

— Autre exemple spectaculaire : la question des stocks de charbon. Pour « justifier » la semaine de 3 jours, le gouvernement avait soutenu qu'il n'y avait pas assez de charbon dans les centrales. Des travaillistes de gauche ont dénoncé le mensonge et appelé les travailleurs à prouver que c'était faux. Le syndicat des électriciens a fait une enquête nationale sur l'état des stocks dans les centrales électriques ; il l'a publié en comparant point par point aux chiffres du gouvernement. Heath a été pris en flagrant délit. Inutile de dire l'effet sur les travailleurs qui se sont rendu compte qu'ils perdaient 25 % de leur salaire à cause des mensonges du gouvernement !

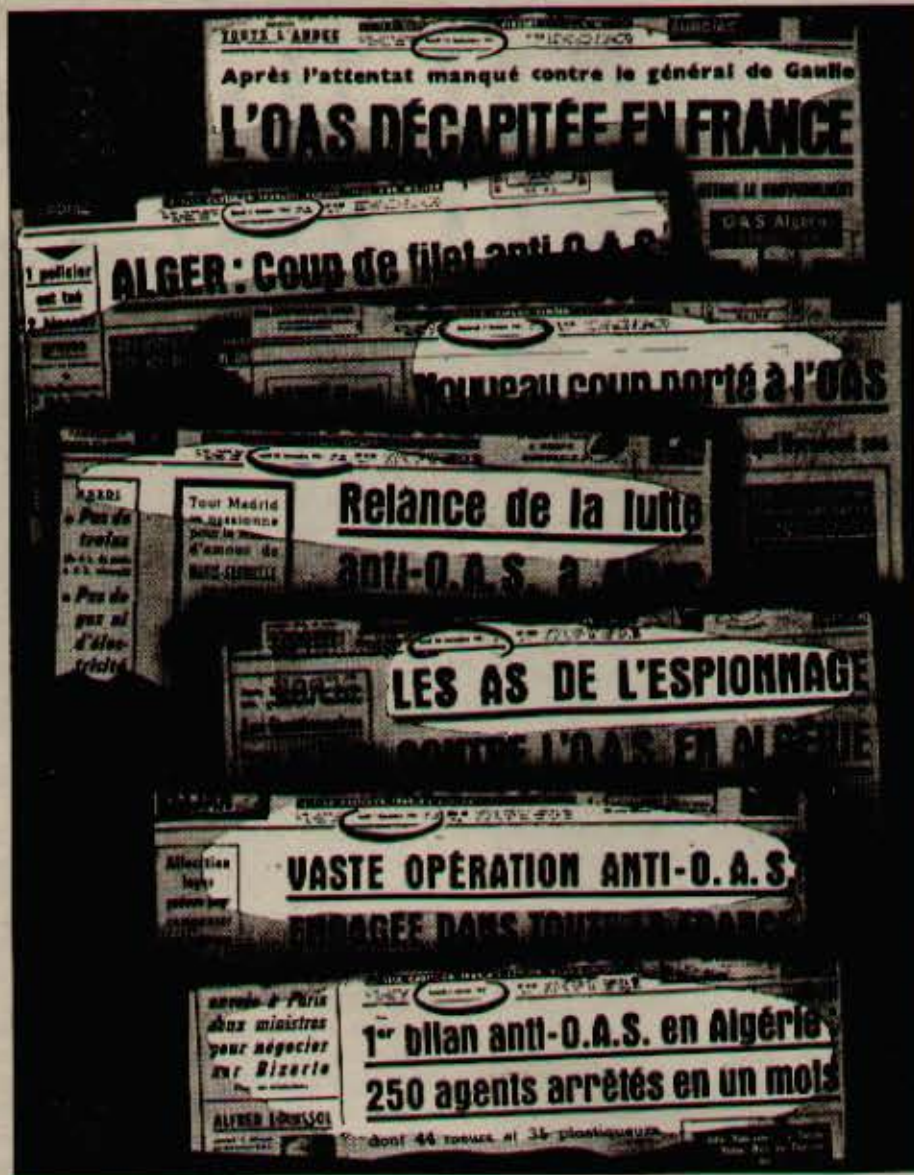
L'EFFROI DES BUREAUCRATES

Les conditions dans lesquelles s'engage cette épreuve de force créent dans la bureaucratie syndicale une anxiété qui vire à la panique. On assiste en effet à la réapparition de formes de luttes radicales, telles qu'on en a jamais vu en Angleterre depuis les années 20 : piquets volants de plusieurs milliers de personnes (dans le Yorkshire 54 camions ont été réquisitionnés par les mineurs pour les transporter) ; réquisition d'une petite imprimerie pour imprimer les tracts au moment de la lutte pour la libération des 5 dockers de Pentonville ; démarches dans les usines pour demander aux shop stewards des grèves de solidarité et un soutien pour les piquets (1/3 ou 1/4 environ donnent ces garanties) ; pour ne donner qu'un exemple : le plan préparé pour la grève des mineurs prévoit de s'emparer de certaines stations de radio... Parallèlement l'organisation à la base des travailleurs se développe : le nombre

propagande : dans une usine de conserves d'Ecosse par exemple qui stockait pour faire monter les prix, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont distribué des tracts d'explication en ville. Ils ont établi une commission d'enquête en annonçant que — si le résultat était défavorable au patron — ils distribueraient le stock...

L'opposition de la social-démocratie de gauche prend parfois une dimension politique importante :

— Ainsi le conseil municipal de Clay-Cross (une région minière où les puits ont été fermés) a refusé d'appliquer l'augmentation des loyers décidée par le gouvernement ; il a augmenté les salaires de ses employés plus que prévu par la phase 3 du plan anti-inflation ; il a même pris des allures de « demi-soviet » : commission des prix pour surveiller les



SEPT MANCHÈRES DE « FIGARO » DU 12 SEPTEMBRE 1961 AU 6 JANVIER 1962.

ACQUITTE POUR 9 HOLD-UP !

9 Hold-up, 14 complices jugés après 3 ans d'instruction, 34 avocats pour les défendre ! C'est le « procès Susini » qui s'ouvre devant les Assises, à Aix en Provence, où les trois quarts des accusés sont des anciens de l'OAS.

■ Ce procès, tout le monde l'attend, avec espoir ou avec terreur. Quand il se termine, l'espoir est déçu, la peur disparaît : les hold-up restent des hold-up, les accusés restent des gangsters. Un seul a parlé : il a révélé l'existence derrière ces braquages, d'une organisation d'extrême-droite, le MURA. Mais c'est un débile, et il s'est heureusement rétracté, après une belle panique dans les chaumières... L'Ordre est sauf. Il peut se montrer magnanime, plus même : complaisant. 8 des inculpés, dont la « tête » Susini sont acquittés, les autres condamnés à des peines ridiculement basses. Alors pourquoi tout ce cirque ?

FRÈRES ENNEMIS

Le gaullisme s'est longtemps appuyé sur la légende de sa lutte contre l'OAS (venant parfaire le mythe de la Résistance pure et dure qui nous a permis de vivre libres). Or, s'il est vrai que les affrontements entre les mercenaires et les fanatiques des deux bords ont été d'une extrême brutalité, il est non moins vrai (et plus important à savoir) que les frères ennemis se sont réconciliés très vite, et que les premiers gages d'amour ont été donnés par les gaullistes eux mêmes.

En premier lieu, ni l'armée, ni la police, ni la haute administration n'ont jamais été purgées de la pègre OAS. Un exemple ? En 1961, 1100 officiers et sous officiers se sont trouvés radiés, sans explication, des cadres de l'armée Des OAS ? Certes non : des officiers issus de la Résistance, et une grande majorité de ceux qui s'étaient opposés au putsch d'Alger. Un complot OAS, alors ? Encore moins : c'est le Ministre des Armées de l'époque, Pierre Messmer, lui-même qui avait arrêté la liste...

En second lieu, beaucoup de « soldats perdus » ont été récupérés; dès la fin de la guerre, le directeur des Renseignements Généraux se rendait clandestinement à Madrid pour le faire, et le ministre des rapatriés recevait personnellement quelques unes des brebis égarées...

TROUPEAU DISPERSÉ

Ainsi, l'OAS, amnistiée à l'issue de mai 68, a-t-elle réintégré la famille. Mais que sont devenus ses enfants ? Beaucoup se sont noyés dans l'anonymat, certes. Le

reste s'est séparé en deux clans. D'un côté, les anciens militaires ont pour la plupart retrouvé des emplois dans la maîtrise ou les milices patronales, c'est à dire du côté de la loi. De l'autre, les « civils » sont soupçonnés d'avoir, en particulier sur la Côte d'Azur, créé un nouveau « Milieu », qui a pénétré le trafic de drogue et s'est spécialisé dans le racket. Mais beaucoup, des deux bords, ont repris du service comme agents électoraux de la majorité.

LA FIN DU MONDE

A tous, égarés, perdus ou fidèles, mai 68 est apparu comme la catastrophe finale. Le 31 juillet, de Gaulle les amnistia et ce n'était que justice : n'avaient-ils pas aidé à organiser la grande manifestation spontanée des Champs Elysées ? N'avaient-ils pas, dirigés et recrutés par Susini, fourni les étudiants et appariteurs musclés dont le SAC avait besoin dans les facultés ? Mais cette amnistie ne leur suffisait plus : face au péril gauchiste, il fallait se regrouper, faire un parti, agir...

LE PETIT CESAR

Ce fut le tournant pour Jean Jacques Susini. L'ancien dirigeant des Etudiants d'Alger, l'ancien bras droit de Salan, celui qui se prenait pour le théoricien de la Révolution Nationale vit son heure venue à nouveau. Il avait travaillé sur la Côte pour M. Michard Pélissier, éminence grise de Chaban Delmas, et se voyait déjà Directeur de Cabinet (on a vu se réaliser des ambitions beaucoup plus surprenantes). Ce qui lui manquait, c'était seulement un bon parti d'extrême-droite. Il tenait bien, en sous-main, le Front National des Rapatriés, mais cela ne suffisait pas. Il prit contact avec quelques CDR, rencontra la direction d'Ordre Nouveau; c'est à cette époque que quatre fichiers d'organisations d'extrême droite furent volés, et que trois d'entre elles ne portèrent pas plainte; c'est à cette époque aussi qu'une bande, centralisée (le MURA) réussit une série de hold-up militairement organisés; c'est à cette époque enfin, que Gorel, l'ancien trésorier de l'OAS qui était parti avec près d'un milliard de francs, fut torturé et assassiné. Derrière tous ces faits, une ombre grandissait : Susini. Avec une

idéologie, des hommes, de l'argent, il crut le pouvoir à portée de sa main.

Mais le vrai pouvoir prit peur. Une extrême droite dangereuse risquait d'alarmer la gauche et les syndicats. Quelques puissants appuis fondirent, et la bande fut arrêtée en 1970. Qui aida Susini, braqueur à main armée, à obtenir en 71 la liberté provisoire ? Quelqu'un qui n'était plus lui-même, sans le savoir, en position très forte : en 1972, Susini était arrêté une deuxième fois. Comme le dit divinement « Le Figaro » de l'époque : « ... les scandales récents, le bouleversement des cabinets ministériels à l'arrivée de M. Messmer, ont certainement ébranlé l'édifice fragile des protections dont Susini a bénéficié... » (25.10.72) La Nouvelle Société foutait le camp...

LES COULISSES

Susini et ses complices ont été mis en

lumière. Mais dans les coulisses, il y avait l'OAS, plus malins que ceux-là et tout aussi dangereux, courent encore. Ils sont avec l'Ordre Nouveau, ou dans le SAC, ou encore dans des groupes terroristes conjoncturels, comme le groupe « Charles Martel », responsable de l'explosion au Consulat d'Algérie à Marseille, et certainement d'un grand nombre de crimes racistes. En 56, un groupe signait déjà du même nom, à Alger, les mêmes attentats... Pas les mêmes hommes, sans doute, mais le même silence se fit autour d'eux : pourquoi les policiers marseillais mis sur leur piste ont-ils été doublés par des flics parisiens puis par des poulets lyonnais ? Parce que les compromissions sont plus profondes qu'on ne pense. Laisser Susini tranquille, c'en eut été une. Le mettre à l'ombre, puis le faire acquitter glorieusement, c'en est une autre, plus inquiétante : à quelle future mission ce petit fuhrer blanchi peut-il être réservé ?

F. Lœilleton



INTERROGATOIRE D'UN COMPLICE DE SUSINI.

automobile

LES CHEMINS DE LA DEMENCE

Les contraventions et les amendes pourront désormais être directement prélevées par l'Etat sur les comptes bancaires et postaux ou sur les salaires. Le décret en est paru le 20 janvier 1974, et les journaux ne lui ont guère accordé de place. Et pourtant

■ Il y a quelques mois, le Préfet de Paris reconnaissait que, comme il y a aujourd'hui plus de voitures dans la capitale qu'il n'y a de places disponibles, le système des contraventions pour stationnement interdit devait être révisé. A ce vœu pieux a correspondu, au contraire, une accentuation de la répression : fourrière, pose de contraventions la nuit, marquage à la craie des voitures stationnant plus de 24 heures... le problème automobile est devenu à Paris un cas typique de *démence pure* d'une société qui ne contrôle pas son développement. Non seulement aucune des mesures prises n'a fait avancer le problème d'un pouce, mais les automobilistes se transforment aujourd'hui en gens traqués qui ne savent plus, une fois montés dans leur véhicule comment ils pourront en sortir.

Et les amendes pleuvent : 5 millions de contraventions pour un an pour la seule région parisienne (5 milliards d'anciens francs si on compte un tarif moyen - trop bas - de 10 F). Dont la moitié sont

impayés. C'est cet unique aspect d'ailleurs qui a frappé le ministère des Finances. Quoi ? Des Français refuseraient de payer ce nouvel impôt ? Et les caisses du Trésor ? Et le respect de la loi ?

Et bien voilà, la loi sera respectée : les comptes en banque perdent désormais leur secret (qui ne pouvait être levé qu'en cas de *procédure criminelle*), ils pourront, ainsi que les CCP ou les salaires être pompés directement par le pouvoir. C'est une faille supplémentaire et de taille, dans le respect de la vie privée et ce d'autant plus qu'il n'y a pratiquement pas d'appel possible contre la plupart des contraventions. Achetez une voiture, comme le matraquage publicitaire, le fonctionnement même de la société ou le manque de transports en commun vous y pousse et des légions d'ex-sous-officiers en retraite ou de demoiselles aubergine vous la recouvreront de papillons que l'on vous fera payer de force, en vous réduisant votre salaire... Devant cela, le mot *démence* est faible...

F.L.

le double jeu de la démocratie chrétienne



PHOTOS ROUGE (DR)

Chili, 1974 : un prisonnier politique assassiné par la junte

Nous avons publié la semaine dernière un premier article de notre camarade JP Beauvais, retour du Chili, et qui traitait notamment des difficultés rencontrées par la junte chilienne, face aux contradictions internes de la bourgeoisie.

Il sera suivi la semaine prochaine, comme nous l'avons déjà annoncé, d'un autre article traitant de la situation dans la classe ouvrière et de la résistance.

Le dossier que nous publions cette semaine illustre et documente ces deux articles paru et à paraître.

L'article sur « Le double jeu de la Démocratie Chrétienne » précise la nature des contradictions internes de la bourgeoisie chilienne et leurs formes d'expression politique. En outre, la documentation qu'il contient sur la D.C., en tant que parti, permet d'ouvrir le débat sur le problème complexe des alliances dans une situation comme celle du Chili aujourd'hui.

Le discours du camarade Enriquez précise une série d'analyses et de positions du MIR sur lesquelles nous reviendrons dans les prochaines semaines, tant dans l'article sur la résistance, que dans l'interview de dirigeants du MIR à Rouge, centrée sur les problèmes d'intervention concrète aujourd'hui, des alliances, et du rôle de la solidarité.

Enfin, l'appel du MIR, nous fournit un matériel indispensable pour le travail immédiat de solidarité avec les révolutionnaires chiliens, notamment pour les mobilisations qui doivent s'intensifier pour sauver le camarade Von Schouwen.

Lorsqu'on accuse la Démocratie-Chrétienne de double jeu, certains répondent : il ne s'agit pas de double jeu, mais de l'expression des luttes internes à ce parti et la preuve qu'il est déchiré entre une droite qui a lié son sort au coup d'Etat et une gauche, qui condamne le coup d'Etat. On sait où mènent ce genre d'appréciations : il faudrait donc soutenir cette gauche, rechercher son alliance pour la constitution d'un large front démocratique, etc.

Cependant, il ne faut pas s'y tromper. Il existe, certes, une base ouvrière et salariée importante dans la D.C. (les démocrates-chrétiens n'ont-ils pas obtenu un peu plus de 30 % des voix aux dernières élections générales de la CUT, sous l'UP ? Et le vice-président élu de la CUT, par exemple, était le démocrate-chrétien Vogel, dirigeant du syndicat des chemins de fer). Ce sont ces travailleurs qu'il s'agit de gagner pour lutter contre la dictature militaire de la grande bourgeoisie et non la D.C., ou une fraction de la D.C., en tant que telle, qui reste et restera un parti de la bourgeoisie, même s'il s'appuie partiellement sur certains secteurs égarés de travailleurs et sur des couches plus ou moins importantes selon les périodes de la petite bourgeoisie.

Mais les prises de position publiques et contradictoires de la D.C. sont bien l'expression d'un double jeu conscient, voulu, décidé et approuvé par le parti en tant que tel et sa direction, et même admis, pour l'essentiel, par la fraction de la bourgeoisie dont la DC représente les intérêts.

UN PARTI BOURGEOIS

Ce double jeu ne date pas d'aujourd'hui, il est lié à l'existence d'un parti, qui, défendant fondamentalement les intérêts de la bourgeoisie, prétend regrouper les « chrétiens » sans distinction de classe. Ce double jeu, la DC l'a mené jusqu'au dernier moment, avant le coup d'Etat : au moment où elle menait le fameux dialogue avec Allende, elle rédigeait un document que la chambre des députés votera le 22 août et qui peut être considéré comme une sorte d'arrêt de mort d'Allende et de l'UP, document qui aura pour le moins beaucoup contribué à faire tomber les dernières réticences chez pas mal d'officiers plus ou moins légalistes. Et en août, encore, au moment où Allende, reculant, ouvre son cabinet aux commandants en chef des forces armées et carabiniers, accédant ainsi aux exigences posées par la DC dans le dialogue, celle-ci déclare que ce n'est pas assez, pose de nouvelles exigences, afin que le dialogue n'aboutisse pas...

Et après le coup d'Etat, l'organe de la DC, La Prensa, a mené parallèlement deux campagnes entre autres : l'une pour la « défense des droits de l'homme », contre la vengeance des vainqueurs, pour la réconciliation nationale et l'autre de dénonciation, de délation, d'injures, de

suite p. 12



Le texte ci-dessous est la transcription d'une déclaration de Miguel Enríquez enregistrée à Santiago du Chili le 20 janvier 1974. Elle est adressée en particulier au Congrès des Jeunesses social-démocrates d'Allemagne fédérale qui s'est réuni ces jours-ci à Munich, aux étudiants latino-américains en Allemagne, aux militants grecs, espagnols, turcs, aux militants des mouvements de solidarité qui « coopèrent avec la résistance populaire au Chili ». Les camarades du MIR nous ont demandé de lui assurer la diffusion la plus large à l'échelle internationale et notamment dans les meetings de solidarité avec la résistance chilienne ce que nous ne manquerons pas de faire dans les semaines à venir.

J.P.B.

déclaration de miguel enríquez

Camarades travailleurs,
camarades révolutionnaires
d'Allemagne.

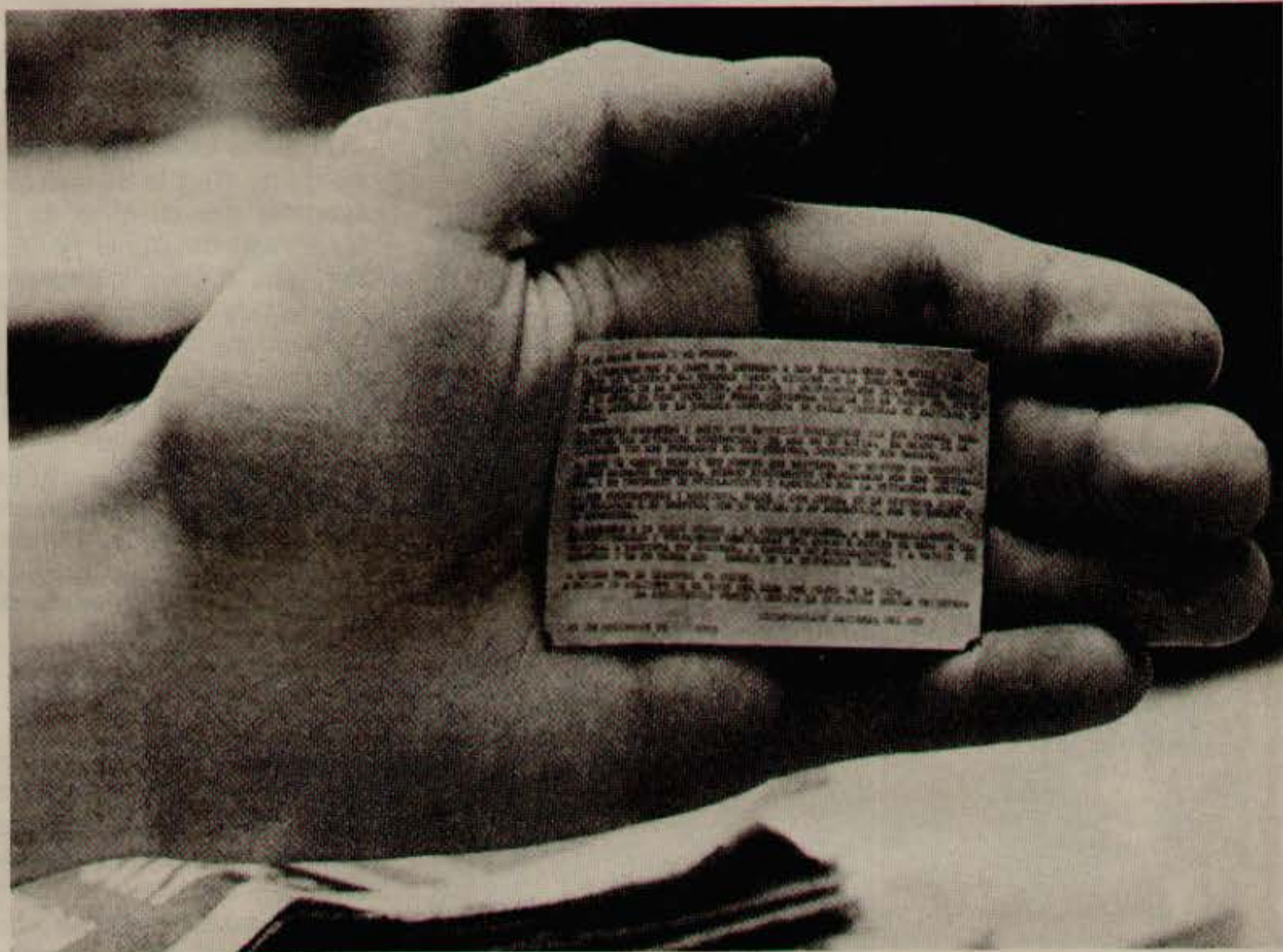
Comme vous le savez tous, une dictature « gorille », forme qu'adoptent aujourd'hui en Amérique Latine les mouvements fascistes et nazis des décades passées en Europe, a pris le pouvoir au Chili par le feu et le sang.

Au nom de la démocratie, elle a aboli toutes les libertés, assassiné près de trente mille chiliens, 40.000 autres ont été emprisonnés, regroupés dans des camps de concentration. Les exécutions sommaires continuent ; près d'un millier ont déjà été dénombrés. Des dizaines de milliers d'ouvriers et d'employés ont été licenciés de leurs usines, de l'administration publique, des universités, des lycées.

Arborant la bannière de la lutte contre le marxisme, les officiers des forces armées pratiquent la torture massive, châtent les détenus, leur brisent systématiquement les membres, les côtes, la colonne vertébrale.

La reconstruction nationale tant vantée s'est réduite à la mise en place d'un écran grossier derrière lequel la dictature « gorille » développe une politique économique servile, au service des intérêts du grand capital nord-américain et national et qui plonge dans la misère des centaines de milliers de chiliens. L'armée de réserve du prolétariat, les chômeurs, s'est considérablement gonflée. Les prix ont été multipliés par dix ; les salaires par quatre. Au même moment, on restitue des entreprises à l'impérialisme, telle la Pétrodow, et l'on négocie une énorme indemnisation pour les requins des compagnies de cuivre nord-américaines. Les banques nationalisées vont retourner au secteur privé et des centaines d'entreprises que les travailleurs avaient conquises sont restituées à leurs anciens propriétaires.

Au Chili ce ne sont ni le socialisme ni la révolution prolétarienne ni la politique révolutionnaire qui ont connu un échec. Et s'il n'est pas de notre intérêt d'axer toute notre politique sur la polémique avec les autres organisations de la gauche, l'expérience chilienne doit être une leçon pour les peuples du monde. Ce qui se passe aujourd'hui au Chili n'est autre — comme nous l'avons répété aux travailleurs ces trois dernières années — que la conséquence de la catastrophe dans laquelle la politique réformiste a entraîné les travailleurs chiliens. L'illusion de pouvoir sceller une alliance avec une fraction de la bourgeoisie, la soumission à l'ordre bourgeois a mené le réformisme à renoncer à la lutte pour la conquête du



Tract du MIR diffusé au Chili à l'occasion de l'arrestation de Van Schouwen.
Echelle réelle.

pouvoir, à défendre des groupes de grands patrons au détriment des intérêts de secteurs de la classe ouvrière ; à combattre politiquement les mobilisations directes de secteurs ouvriers, de paysans et de pobladores ; à condamner le développement du pouvoir populaire ; à légitimer le corps des officiers supérieurs réactionnaires ; à combattre et à poursuivre les organisations des marins opposés au coup d'Etat ; à combattre et finalement poursuivre des secteurs de la gauche révolutionnaire. C'est cette politique — conséquente avec une alliance avec une fraction bourgeoise — qui a affaibli le gouvernement, qui a déconcerté, divisé et désarmé les travailleurs, les soldats et la gauche, et qui ainsi a ouvert la porte au coup d'Etat.

En même temps, c'est vrai, beaucoup de militants, de cadres et de dirigeants des partis de l'UP ont donné leur vie en affrontant héroïquement les gorilles ou en supportant la torture et la prison. Un salut et un hommage spécial doit aller à Salvador Allende qui a préféré donner sa vie plutôt que de se rendre et a défendu jusqu'à la fin ses convictions.

La politique de la dictature « gorille » montre déjà ses faiblesses et ses contradictions. Baignant dans le sang des ouvriers ils essaient désespérément de sortir de la profonde crise économique que traverse le pays, mendiant servilement l'aide extérieure, faisant payer aux travailleurs le prix de la crise, attirant sur cette base les capitaux américains et brésiliens et tentant de s'ouvrir à la concurrence dans le cadre du

marché sous-régional andin. Les contradictions se sont accentuées au sein des forces armées entre officiers gorilles et quelques secteurs faibles « constitutionnalistes », aujourd'hui subordonnés. Les contradictions inter-bourgeoises se sont accentuées elles aussi, à tous les niveaux, et à un degré supérieur au passé : entre grands, moyens et petits patrons, entre les partis bourgeois ; les frictions sont de plus en plus fortes entre gorilles et parti démocrate chrétien dans lequel seul le pharisien Eduardo Frei et un groupe autour de lui continuent à applaudir les assassinats massifs et la torture.

La petite bourgeoisie qui initialement a constitué la base sociale d'appui des gorilles est maintenant touchée par la répression massive et la politique

UN APPEL DU SECRETARIAT NATIONAL DU MIR

Aux travailleurs, révolutionnaires et peuples du monde,

1.- Comme nous l'avons déjà dénoncé, depuis le 13 décembre notre camarade Bautista Van Schouwen, membre de notre Commission Politique, qui comme tout militant et dirigeant du MIR ne s'est pas asilé et accomplissait ses tâches au Chili, est au main des gorilles. Après avoir été frappé et sauvagement torturé par les services de la sécurité militaire, il a été conduit dans un état très grave à l'hôpital militaire où il est toujours.

2.- Le camarade qui est tombé avec lui, Patricio Munita, après avoir été torturé plus de 15 jours, a été finalement fusillé le 31 décembre. Deux autres personnes qui ont été arrêtées en le cherchant, parmi lesquelles une femme, se trouvent aussi détenus et continuent à être atrocement torturés.

3.- La Dictature gorille opère sans le moindre scrupule et de la façon la plus violente. Un autre de nos camarades, de 17 ans, qui travaillait dans le secteur industriel de Vicuna Mackenna, arrêté pour d'autres raisons au mois de janvier, a été torturé 10 jours par les services de renseignements des Forces Armées, qui ont pratiqué sur lui la vivisection, lui ont brisé les deux jambes et un bras, lui ont brûlé tout le corps, et l'ont finalement castré, le laissant mourir par perte de sang. Et tout ceci pour le seul fait d'être militant du MIR. Il n'a pas parlé.

Un autre membre de notre comité central, Alejandro Romero, médecin-chirurgien à Los Andes, arrêté il y a deux mois, après avoir été longuement torturé, a été condamné à mort dans un pseudo-procès sommaire, et peut-être fusillé à n'importe quel moment. Les officiers supérieurs « gorilles » ne s'arrêtent devant rien. Ainsi sont emprisonnés les généraux d'Aviation Bachelet (convalescent d'un infarctus cardiaque), le général Poblete, le commandant Galaz, les colonels Miranda et Onimani, les capitaines Vergara, Carvacho (en plus de le torturer lui, ils ont arrêté et torturé sa femme) et Beceva (le plus torturé de tous) et le lieutenant Dinon. Tous membres des Forces Armées. Dans la même prison publique sont massacrés 350 membres du contingent, sous-officiers et soldats. Si l'on ajoute les gendarmes et les agents des services de police, il faut compter 350 autres prisonniers. Leur délit se limite à être membre des forces armées « non gorilles ».

Ces jours-ci, quelques 20 médecins de gauche, parmi eux le vieux médecin Gustavo Molina, presque invalide à cause de son asthme chronique, ont été emprisonnés. Ils l'ont été à cause des dénonciations faites par le président du collège médical, Darwin Arriagada.

4.- Une nouvelle série de tortures suivie cette fois d'exécutions est imminente pour notre camarade Bautista Van Schouwen. La solidarité internationale déjà développée par les pays socialistes, Cuba révolutionnaire et les secteurs révolutionnaires et progressistes à l'échelle internationale ont été d'une aide énorme jusqu'à maintenant; mais il faut redoubler d'effort avec la consigne: *Van Schouwen et Romero ne doivent pas être fusillés!*

5.- Les tortures, les crimes et les assassinats de la dictature gorille, chiens de garde des intérêts du grand capital national et étranger, ne resteront pas impunis. *Van Schouwen et Romero ne doivent pas être fusillés!*

Fin de l'Etat de Guerre, des tortures et des exécutions sommaires!

Liberté pour les dizaines de milliers de prisonniers politiques!

La Résistance populaire contre la dictature gorille triomphera!

Secrétaire National du MIR
Janvier 1974.

économique. Elle s'éloigne - à l'exception de ses couches privilégiées - rapidement et massivement de la junte militaire et développe un sentiment d'opposition de plus en plus agressif contre la dictature.

La classe ouvrière, héritière d'une longue tradition de libertés démocratiques et d'organisations syndicales, la seule classe sociale que le capitalisme ne peut disperser, celle qui a atteint le plus haut niveau de conscience et d'organisation, après avoir été durement frappée commence déjà à se réorganiser et à reprendre vie. C'est par dizaines que se chiffrent les débrayages partiels dans les grandes usines.

Les paysans et les pobladores, les pauvres de la campagne et de la ville, grossis par l'énorme croissance de l'armée

de chômeurs créée par la dictature « gorille » sont les plus touchés par la politique ultra-réactionnaire de ces caricatures actuelles des dictatures fascistes d'antan. Ils sont plongés dans la misère et la faim sans que les sordides mascarades populistes des gorilles aient le moindre effet sur eux.

Un processus semblable se développe chez les étudiants.

LA JUNTE NE TOMBERA
PAS TOUTE SEULE

Dans l'armée, les soldats, le contingent, les sous-officiers et quelques officiers dégoûtés par les crimes et les actes bestiaux qu'ils sont obligés d'exécuter, par les tâches supplémentaires

qu'ils doivent accomplir, par les bas revenus, développent progressivement leur ressentiment et leur opposition, envers la dictature « gorille ».

Les partis de l'Unité populaire désarticulés dans un premier temps par la répression se réorganisent.

Le MIR, qui naquit en 1965, poursuivi et clandestin dans les années 1969-1970, qui n'a pas fait partie du gouvernement, qui a impulsé et orienté dans la mesure de ses forces la mobilisation directe de la classe ouvrière et du peuple, qui a impulsé le travail chez les soldats, qui a impulsé le développement du pouvoir populaire, qui a combattu en septembre dans tout le pays, qui ne cherche pas asile ni n'abandonne le pays, a réussi à affronter la répression à moindre prix, fonctionne aujourd'hui de façon relativement régulière et prépare une longue guerre révolutionnaire et populaire.

Il est évident que la dictature ne tombera pas victime de ses propres contradictions. Un abîme de sang sépare le corps des officiers des travailleurs et rend impossible toute modification de son orientation. Toute illusion que sa chute pourrait être le fruit de l'accentuation des luttes inter-bourgeoises, toute illusion d'une modification pacifique de son orientation mènera à une seconde catastrophe. La dictature devra être renversée. C'est seulement en nous appuyant sur un large bloc social populaire, sous la conduite de la seule classe capable d'en assumer la direction, le prolétariat des villes et des campagnes, développant toutes les formes de lutte et principalement la lutte armée des masses, qu'il sera possible d'en finir avec la dictature « gorille » et d'ouvrir le chemin de la révolution.

Les tâches prioritaires au Chili sont la formation d'un front politique de la résistance avec toutes les forces politiques disposées à combattre la dictature « gorille »: l'Unité populaire, le secteur progressiste de la démocratie chrétienne et le MIR; des progrès ont déjà été faits en ce sens.

UN MOUVEMENT DE
RÉSISTANCE POPULAIRE

La construction d'un large bloc des forces sociales contre la dictature, le mouvement de résistance populaire déjà en développement et constitué par des comités dans chaque usine, fundo, poblacion, lycée, université, et administration publique, donnent ainsi une forme organisée à ce qui est aujourd'hui encore un sentiment d'opposition aux gorilles dans la majorité du peuple et chez les soldats des forces armées. Ce mouvement de résistance populaire, avec un programme de luttes pour la restauration des libertés démocratiques et pour la défense du niveau de vie des masses regroupera tous ceux qui sont disposés à lutter contre la dictature, militants d'un parti politique ou non.

A partir de ce mouvement de résistance populaire et des détachements armés des partis, dont les actions seront orientées vers la défense des intérêts directs des masses, assumant des actions tactiques de propagande armée dans les campagnes et les villes, il sera possible de construire l'armée révolutionnaire du peuple, seule force capable d'affronter le corps d'officiers et l'armée réactionnaire, de détruire la dictature et d'ouvrir le chemin à la révolution prolétarienne.

Le défi historique que l'impérialisme, le sous-impérialisme brésilien et ses valets les gorilles créoles, nous lancent doit être relevé par la classe ouvrière, le peuple et les révolutionnaires chiliens avec l'aide des travailleurs et des révolutionnaires du monde entier avec une perspective de victoire, comme l'ont relevé mais avec une issue tragique, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, il y a des décades en Allemagne.

La solidarité internationale a été d'une énorme importance pour la résistance. L'attitude de la plupart des pays socialistes, de Cuba révolutionnaire, des mouvements révolutionnaires et progressistes du monde entier, et particulièrement d'Amérique Latine et d'Europe a été fondamentale.

La rupture des relations avec le Chili, la limitation de l'aide militaire et du crédit, le boycott des navires chiliens, la collecte d'argent, les meetings et manifestations, la diffusion des communiqués et des appels, les dénonciations régulières des crimes des gorilles sont une aide importante pour la résistance chilienne. Multiplier toutes ces formes de solidarité, faire pression sur les gouvernements, redoubler d'efforts dans les collectes d'argent sera encore plus important à l'avenir.

IMPULSER UNE
CAMPAGNE MONDIALE

Aujourd'hui, en particulier, il est vital d'impulser une campagne mondiale pour empêcher l'exécution et exiger la fin des tortures pour notre camarade Bautista Von Schouwen, membre de notre commission politique, médecin de 30 ans et pour empêcher l'exécution du Dr. Alejandro Romero, membre de notre comité central, condamné à mort lors d'un pseudoprocès sommaire pour le seul fait d'être dirigeant du MIR.

Nous vivons une époque historique, époque de la décadence de l'impérialisme, mais qui malgré tout reste puissant aujourd'hui. En Amérique Latine, face au progrès du mouvement des masses et des révolutionnaires, il reprend son gant de fer et en appelle aux chiens de garde du capital, les armées réactionnaires pour soumettre les peuples par le sang et le feu. Il a remporté des victoires temporaires au Brésil, en Bolivie, en Uruguay, au Chili, tandis qu'il fourbit ses armes en ce qui concerne l'Argentine.

Mais aujourd'hui, les peuples et les révolutionnaires ont établi un rapport de forces à l'échelle mondiale différent de celui des décades passées. Le camp socialiste s'est fortifié. L'impérialisme a été frappé au Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique, où le peuple vietnamien s'est constitué en avant-garde de la révolution dans le monde. La République socialiste de Cuba s'est consolidée et les peuples et les révolutionnaires ont gagné en expérience et en organisation.

Dans le cône sud de l'Amérique Latine, nous avons réussi à constituer depuis des années une solide coordination révolutionnaire entre l'ERP d'Argentine, le MLN Tupamaros d'Uruguay, l'ELN de Bolivie et le MIR au Chili, coordination qui porte déjà ses fruits et réanime les pratiques quasiment oubliées de l'internationalisme prolétarien. Ceux qui sont tombés se comptent par milliers, d'autres tomberont, mais ils seront remplacés jusqu'à la victoire finale.

La lutte de la classe ouvrière, du peuple et des révolutionnaires chiliens fait partie de la lutte de tous les peuples du monde pour en finir avec le joug impérialiste et capitaliste sur terre.

Nous saluons au nom du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), les travailleurs et les révolutionnaires d'Allemagne, berceau du marxisme, toutes les organisations et personnes qui ont impulsé la solidarité avec la résistance populaire chilienne.

Von Schouwen et Romero ne doivent pas être exécutés!

Liberté pour tous les prisonniers politiques au Chili!

Plus de tortures!

La résistance populaire contre la dictature « gorille » triomphera!

Miguel Enriquez,
Santiago du Chili,
20-1-74

suite de la p. 2

bassesses à l'égard des militants de gauche, battant souvent sur leur propre terrain les feuilles d'extrême-droite spécialisées dans l'injure.

Depuis les débuts du gouvernement militaire, la D.C. participe — officiellement bien sûr, puisque tous les partis qui ne sont pas hors-la-loi sont en veilleuse, c'est-à-dire n'ont droit à aucune activité — au gouvernement : le ministre de la Justice est membre de la DC, quatre sous-secrétaires d'Etat (vices-ministres) sont membres de la DC (Economie, Affaires Etrangères, Travail, justice), de nombreux hauts fonctionnaires sont membres de la DC (directeurs de ministères, assesseurs, etc). Il est de notoriété publique que le ministre de l'Intérieur, le général Bonilla, s'il n'a pas forcément sa carte de membre de la D.C. dans la poche, fait cependant partie de cette équipe d'officiers supérieurs très liés à la Démocratie Chrétienne, de même que le secrétaire de la Junte, le général Lutz, le commandant de la garnison de Santiago, le général Arellano, etc, etc.

COLLABORATION

La direction de la DC a appelé tous ses militants à une « collaboration administrative, technique et professionnelle du parti ou de ses personnalités, dans de hautes et nombreuses charges publiques... »

Des dirigeants d'associations professionnelles démocrates-chrétiens, des syndicalistes représentatifs de la DC, ne manquent pas une occasion d'apporter leur soutien inconditionnel à la junte. Ainsi, par exemple, Cumsille, président de la Confédération du Commerce de détail et de la petite industrie (environ 140 000 « entreprises ») — qui a joué un rôle de pointe dans la lutte contre le gouvernement de l'UP — jette tout le poids de son autorité et de son « grémio » en appui à la junte. Entre des centaines d'autres du même acabit, cette déclaration de Cumsille donne la mesure du personnage, dont la langue n'est jamais assez grande pour lécher comme il le voudrait les bottes de ses maîtres : « Les ventes ont baissé. C'est un facteur de confiance. Les gens maintenant n'achètent que ce dont ils ont besoin. De plus, bien que les marchandises aient apparemment augmenté de prix, ces prix sont inférieurs à ceux du marché noir » (« La Tercera », 15 oct. 73, c'est-à-dire au moment où, face aux augmentations fulgurantes de prix des principaux articles de première nécessité, les masses se sont trouvées pratiquement sans pouvoir d'achat !).

Et Vogel, le fleuron du syndicalisme démocrate-chrétien, président du syndicat des Chemins de Fer chiliens, à propos du décret-loi, promulgué à la fin 73, qui fixe les normes pour le déroulement des activités syndicales, déclarait à « La Prensa » du 2 janvier :

« Pour le développement des activités syndicales du pays, tout ce que contient ce décret-loi est extrêmement favorable pour toutes les associations... C'est ce maximum auquel nous pouvions aspirer en tant que dirigeants syndicaux. La nouvelle loi est tellement complète que nous ne pouvons faire moins que reconnaître le sérieux avec lequel le gouvernement, et tout particulièrement le Ministre du Travail et ses collaborateurs ont étudié la situation et nous ont apporté, dans un si bref délai, un régime marqué par la justice sociale à laquelle nous aspirons.

Il est impressionnant de voir — se crut autorisé à conclure Vogel — à tous les niveaux, comment existe chez les travailleurs, la plus grande responsabilité pour exécuter toutes les activités » !

D'un autre côté et simultanément, la D.C. ne cesse de jouer les défenseurs attirés des masses travailleuses, attaquant continuellement la politique économique et sociale de la junte, mettant en évidence (partiellement) ses conséquences catastrophiques pour les travailleurs. L'éditorial de « La Prensa » du 3 janvier donne le ton :

« ...Les processus de changement et de rétablissement des économies ébranlées ne sont pas donnés gratuitement aux peuples et, du système adopté, dépend qui devra payer — et combien — pour assurer le développement et atteindre le bien-être... Les travailleurs apportent clairement et sans qu'ils puissent y échapper une importante part de sacrifices à l'effort de reconstruction du pays. Mais les autres secteurs, les producteurs, les importateurs, les distributeurs, les commerçants, qu'apportent-ils ? On dit qu'ils sacrifient une part de leurs bénéfices. Dans un régime de liberté de prix, comment peut-on le savoir vraiment ? Le travailleur voit clairement son apport dans les chiffres de sa feuille de paye. Le moins qu'on puisse dire est que son apport est tangible, tandis que l'autre est théorique et diffus... »

Face à une politique de liberté de prix, se pose la nécessité d'attaquer à la racine une injustice qui se produit inévitablement : la répartition inégale des revenus. On a déclaré que celle-ci serait équilibrée par la voie fiscale. Mais encore une fois, qui paye et jusqu'au dernier centime les impôts ? Les travailleurs, parce que ceux-ci leur sont décomptés de leur salaire. Les autres secteurs ? Le moins qu'on puisse dire de nouveau, c'est qu'ils les payent de manière diffuse et usent de tous les moyens pour payer le moins possible...

En réalité, les travailleurs chiliens aimeraient voir, en plus de résultats, les bases d'un monde nouveau qui serait marqué par la justice... »

La dénonciation n'a sans doute rien de bien original, mais de la lire dans l'organe d'un parti qui endosse une



Le pharisien Eduardo Frei...

grande responsabilité dans l'écrasement de l'UP et qui donne tant d'« énergies » et tant d'« intelligence » à la « restauration nationale », est une marque évidente du double jeu que mène ce parti.

Dans le même sens, « La Prensa » foisonne d'informations qu'elle met démagogiquement en avant, telles que celles-ci :

« Prix élevés pour quelques produits alimentaires et pénurie aiguë d'huile, sucre, farine, se remarquent depuis plusieurs semaines dans le commerce de la capitale... L'huile, le sucre, la farine, le lait en poudre ont pratiquement disparu des magasins. Cette situation affecte les secteurs les plus modestes de la capitale. Dans maints établissements, malgré les affirmations répétées des autorités de la Direction de l'Industrie et du Commerce (DIRINGO), on rationne la vente de ces articles... En plus du manque d'approvisionnement de ces produits, ces derniers jours, est apparu, dans le commerce de Santiago, un extraordinaire renchérissement de l'alimentation... » (4 janvier 74).

Encore plus net peut-être, a été le jugement porté par un économiste très représentatif de la D.C., Jorge Ossandon (« Prensa » du 9 déc. 73), sur la politique économique de la junte :

« Le résultat a été une baisse du pouvoir d'achat de vastes secteurs de la population. Certains croient que le moment est arrivé d'essayer au Chili un modèle de développement d'orientation nettement libérale, une espèce de « Laissez-faire » absolu en opposition au totalitarisme marxiste. Ce modèle mènerait à un échec total — comme son opposé — car la réalité socio-économique chilienne ne s'adapte pas aux conditions nécessaires pour qu'existe une concurrence parfaite. Il est bien connu qu'un régime libéral, dans des conditions non-concurrentielles, peut engendrer des distorsions économiques aussi graves que le totalitarisme... »

10% D'ACTIVITE SYNDICALE

Enfin, « La Prensa » — comme dernier exemple de cette politique de double-jeu — n'hésite pas, après avoir donné la parole au sinistre Vogel, à consacrer une page entière à la dénonciation du nouveau statut syndical tant vanté par l'ex-vice président de la CUT. C'est ainsi que l'organe de la D.C., le 9 janvier, publiait les déclarations du président provisoire de la nouvelle centrale syndicale mise sur pied par la junte. Après avoir analysé l'ensemble de la nouvelle loi, celui-ci affirmait :

« Nous devons signaler sincèrement que l'activité syndicale se voit ainsi limitée à pas plus de 10 ou 12 % de ce qu'elle était auparavant. Pour nous, ceci équivaut à une interdiction du mouvement syndical ».

Cette condamnation ne nous surprend pas, certes, mais dans la bouche de celui qui a été choisi pour diriger le syndicat officiel et publiée avec ostentation dans le journal du principal parti d'opposition au gouvernement de l'UP, la phrase prend une résonance particulière que le journal utilise avec la démagogie qui le caractérise.

La dictature militaire de la bourgeoisie chilienne se heurte donc à ce problème central engendré par ses propres contradictions internes et qui s'exprime essentiellement par les organes liés à la Démocratie Chrétienne. Le décret qui vient d'être publié, concernant la « mise en veilleuse » des partis politiques non-marxistes est une tentative de briser

ce type d'opposition. Ce décret équivaut en fait à une interdiction pure et simple de tout parti politique. Il aurait pu être limité à deux de ses phrases qui rendent superflues toute autre appréciation :

« Les partis politiques ne peuvent s'arroger la représentation d'organismes, secteurs publics, entités gremiales ou autres et faire des pétitions ou revendications en leur nom. Ils ne peuvent non plus intervenir dans le déroulement des activités publiques ou intervenir, de quelle que forme que ce soit, dans l'activité civique des citoyens » !!!

Dès le 11 septembre, le Parti National s'est donné corps et âme au « mouvement de la restauration nationale » ; il s'est reconnu dans le coup d'Etat et s'est pratiquement fondu, en tant que parti, dans cette soi-disant « unité nationale ». Autrement dit, la fraction de la bourgeoisie qu'il représentait, en élargissant sa base, a rejeté cette carcasse qui aurait été un obstacle entre elle et « l'armée ».

La D.C., par contre, ne peut s'identifier au nouveau régime, à la dictature militaire absolue. Pour défendre les intérêts de la fraction de la bourgeoisie qu'elle représente, elle doit constamment — c'est son double jeu — soutenir et se distancer. Mais dans ses deux fonctions, elle doit avant tout rester la D.C.. C'est pourquoi, le décret concernant les partis politiques ne vise que la DC et va la mettre dans une situation délicate et sans doute difficile.

MENER LES MASSES DANS UNE IMPASSE.

Contrairement au Parti National, la D.C. ne peut absolument pas se plier aux injonctions du décret (en particulier à l'interdiction « d'effectuer quel que type de réunion que ce soit, en lieux publics, fermés, secrétariats, maisons particulières, ni maintenir de secrétariats de propagande et réaliser un quelconque travail de propagande... »). Par là, la D.C. va donc mettre un pied dans l'illégalité ! (ce qui est déjà fait d'ailleurs), ce qui ne pourra qu'approfondir le fossé entre les deux grandes fractions de la bourgeoisie et aiguïser ses propres contradictions internes, donc renforcer ce type d'opposition à la politique actuelle de la junte.

Le grand danger, pour les masses travailleuses et pour la classe ouvrière en particulier, serait de comprendre cette opposition comme une opposition « de gauche » à la dictature militaire et non comme la défense, par d'autres moyens (peut-être) des intérêts d'autres secteurs de la bourgeoisie. Toutes les polémiques, après, concernant la politique douanière, le sort de l'industrie automobile chilienne, l'industrialisation de la campagne, la révision de la sécurité sociale, le rôle de l'Etat, les rythmes de rationalisation de l'appareil de production, etc, prouvent bien qu'il s'agit de la défense d'intérêts de secteurs de la bourgeoisie.

Les militants révolutionnaires ne doivent évidemment pas craindre aujourd'hui d'utiliser à fond ces contradictions internes qui minent le régime actuel, mais ont la tâche extrêmement difficile d'empêcher qu'une fraction de la bourgeoisie utilise à son profit le potentiel de lutte qui existe encore au sein des masses travailleuses. Tâche d'autant plus difficile que plusieurs secteurs de la gauche chilienne sont prêts, le Parti Communiste surtout, par une recherche d'alliances sans principe, à jouer ce rôle de force d'appoint à la D.C., et par conséquent, à mener une nouvelle fois les masses dans une impasse.



**BOLIVIE
BANZER LE BOUCHER CONTRE LES PAYSANS ET LES MINEURS**

■ Deux ans et demi après le coup d'état militaire de l'extrême-droite bolivienne, qui mit fin au régime « national militariste » du général Torres, le gouvernement du général Banzer vient de décréter l'état de siège en brandissant comme excuse le spectre d'un « complot subversif international ».

Déjà en Septembre dernier, l'annonce par le gouvernement Banzer d'un complot avec la participation de « mercenaires étrangers et d'avions cubains » lui avait permis d'arrêter des centaines de dirigeants syndicaux et de renforcer la répression sur la classe ouvrière bolivienne.

Les dernières mesures économiques prises et par lesquelles les prix des produits alimentaires et les transports en commun ont presque doublé, font partie du « plan de stabilisation » par lequel le gouvernement cherche à faire payer à la classe ouvrière et paysanne la crise économique.

Les travailleurs boliviens qui en dépit de la répression qui s'est abattue sur eux depuis le coup d'état ont continué à se battre, ont réagi contre la politique économique et sociale de Banzer par d'importantes mobilisations dans les centres industriels et en particulier dans la zone rurale de Cochabamba où des milliers de paysans armés ont bloqué les routes et contre lesquels le gouvernement a envoyé la troupe et les blindés. Ils montrent qu'ils sont capables de réapparaître avec combativité pour lutter contre les objectifs du régime qui tendent à détruire le mouvement ouvrier, créer une large base sociale et force politique de soutien au régime et promouvoir un « développement économique » du pays sur le dos des travailleurs.

Banzer le massacreur peut aujourd'hui ajouter à son addresse plus de cent hommes, femmes et enfants froidement exécutés par l'armée de Cochabamba.

En solidarité avec les paysans, 5000 travailleurs de deux mines d'étain nationalisées de la province d'Oruro, ont démarré le samedi 2 février une grève de 48 heures.

Nous préférons mourir sous les baffes que mourir de faim disaient les paysans de Cochabamba.

Si Banzer croyait avoir totalement détruit la volonté des travailleurs, la situation actuelle lui apprend qu'il n'en est rien et que son pouvoir est bien fragile.

« CANAQUEMENT VOTRE ! »

■ La Nouvelle Calédonie, colonie française, est depuis longtemps le fief de Rothschild. Là bas toute l'économie est basée sur le nickel bien entendu exploité par le sus nommé Rothschild. De la société « Le Nickel » dépendent également une série de torchons de papiers pompeusement qualifiés de journaux. Citons en quelques uns : « Les Nouvelles Calédoniennes », « Nouméa Soir ». Dans toutes ces feuilles de choux, on trouve les mêmes mensonges, les mêmes hypocrisies tendant à faire oublier

aux canaques le goût amer de l'exploitation du néo-colonialisme.

Face à cette mafia de l'information, la presse de l'opposition connaît les plus grosses difficultés à paraître :

- La Voix du Cagou, organe du Mouvement Populaire Calédonien connaît un impact grandissant mais aussi des tracasseries juridiques à n'en plus finir.

- Le Réveil du Canaque, journal renoué des Foulards Rouges, dont le processus de torpillage est déjà très avancé : 3 procès en 4 mois soit 150.000 CFP d'amende et de dommages et intérêts. Et la saisie est proche ce qui ne serait pas une exception puisque « AWA » et « SIKISS » ont ainsi disparus.

Ce fait est grave car jusqu'à Mai 73, « l'introduction et la circulation en Nouvelle Calédonie et dépendances des journaux ou écrits périodiques publiés à l'étranger en quelques langues que ce soit, pourront être interdites par décret du gouverneur en conseil privé ».

Tout journal rédigé en langue indigène ou étrangère ne pourra avoir lieu sans autorisation... » (décret du 29.12.1922).

Ainsi la majorité de la population qui ignorait la langue coloniale était tenue dans l'ignorance totale. Une campagne acharnée permit l'abrogation de ce décret bien à l'image du colonialisme.

En Nouvelle Calédonie la lutte se poursuivra jusqu'au départ de l'impérialisme français et de son représentant : Rothschild.



PORTUGAL, ESPAGNE : UN FEU QUI COUVE.

EN ESPAGNE,

■ Le renouvellement des conventions collectives en Espagne a été l'occasion pour les travailleurs espagnols de démontrer leur opposition au franquisme.

- Mardi 29 janvier, les ouvriers de la Standard Electric se mettaient en grève pour protester contre le licenciement de 20 de leurs camarades, et la convention collective. L'usine était immédiatement lockoutée. Samedi 2 février, la police prétendait protéger des éléments franquistes du syndicat vertical. Des heurts très violents se produisirent alors entre flics et travailleurs.

- Deux grèves de mineurs ont éclaté, l'une aux mines de

charbon « Fabero », l'autre à Pampelune.

Dans le premier cas, la direction a purement et simplement fermé le puits.

Dans le second cas, 300 mineurs ont occupé un puits de mine de potasse. Cela après le licenciement de deux responsables syndicaux.

AU PORTUGAL,

■ Des grèves ont éclaté à l'usine COMETNA d'Amadora (98% de grévistes) à So Refame (99% de grévistes) pour une hausse de salaire.

Des grèves ont également débuté dans les entreprises Robialac, Dyrup, Eguimetal. Des ouvriers agricoles, à Almeirin, ont arrêté le travail.

LUXEMBOURG : LE SYNDICAT DOIT ETRE L'ARME DE TOUS LES TRAVAILLEURS

■ Le comité principal du LAV syndicat libre sous l'influence social-démocrate a décidé il y a quelques jours de proposer à la Conférence Nationale du 3 février le principe de l'« incompatibilité » entre la qualité de membre ou sympathisant des organisations révolutionnaires Ligue Communiste Révolutionnaire et Union des Communistes du Luxembourg d'une part et celle de membre du LAV, d'autre part.

Cette mesure est en contradiction flagrante avec les statuts du LAV où il est dit notamment que tous les travailleurs peuvent y adhérer sans distinction de leurs « conceptions idéologiques, religieuses ou politiques ».

Cette tentative d'exclusion des révolutionnaires fait suite à la remontée des luttes depuis 73. Par cette proposition d'exclusion de la LCR, organisation sympathisante de la IVème Internationale et de l'UCL tous les ouvriers combattifs sont visés.

La riposte s'est rapidement organisée : une pétition condamnant de pareilles méthodes circulent dans les usines. Elle est envoyée en Europe pour être signée par tous ceux, qui bien que ne partageant pas les idées révolutionnaires pensent que le syndicat doit être l'arme de tous les travailleurs. Et surtout que les bureaucrates moins que quiconque n'ont le droit d'imposer, par l'exclusion, leur point de vue. Ce faisant ils exposent les militants révolutionnaires à la répression patronale.

LA MORT D'UN SALOPARD

■ Un mercenaire de la CIA vient de crever dans les montagnes de Chypre. Son nom ? Grivas. Sa cause ? Le rattachement de la Crète à la Grèce (ENOSIS).

Le passé de ce sinistre personnage se passe de commentaires.

1943 : la Grèce subit le joug nazi. Pour répondre à la résistance d'extrême-gauche qui tient la moitié du pays, Grivas payé, met sur pied une organisation fasciste, l'organisation X avec pour tâche l'élimination physique des éléments progressistes.

Rapidement mis hors de combat par les communistes, cette bande de gangsters revoit le jour en 1945, grâce aux subventions britanniques. Durant la guerre civile (46-49) Grivas et ses tortionnaires massacrent des villages entiers, vendant pour une pièce d'or, chaque tête de résistant.

En 1954, il part à Chypre et payé par les américains se retourne contre ses maîtres d'hier.

Avec Grivas disparaît une des plus tristes figures du fascisme grec. Il est simplement à regretter que sa mort ait été aussi tranquille.

DEBATTRE ET AGIR DANS LES COMITES CHILI

Les Assises des comités Chili se préparent. Elles auront lieu les 23 et 24 mars. Les comités de base devaient être déclarés début février et doivent déposer des bilans pratiques avant le 1er mars. Pour pouvoir participer aux Assises, les comités devront avoir payé tout le matériel qu'ils auront pris avant le 15 février et versé totalement l'argent des collectes qu'ils ont pu faire depuis la création de leur comité. Sur la base des adhésions sera calculée la représentativité du comité : 2 mandats par comité existant, un autre pour les comités ayant entre 40 et 100 adhérents, un autre mandat supplémentaire pour les comités de plus de 100 adhérents. La coordination nationale sera jusqu'à l'ouverture des Assises la commission de validation : en fonction des bilans qui doivent arriver pour le 1er mars. Elle constituera une commission de validation élue par les Assises pour régler rapidement les cas conflictuels éventuels. A titre de proposition, l'ordre du jour est le suivant :

- a) quelle plateforme (la résistance, quel type de soutien)
- b) le débat européen (préparation de la conférence de Francfort, les 24 et 25 avril)
- c) finances (comment répartir l'argent des collectes ?)

- d) organisation du comité (quelle direction, quelles coordinations)
- e) bilan des campagnes, nouvelles échéances de mobilisation
- f) candidatures à la direction politique

Un texte sur « l'enjeu des Assises » doit être rédigé par la coordination nationale et publié dans le bulletin interne de liaison des comités. Ensuite paraîtront des tribunes libres, des contributions...

Des stages auront lieu et ont déjà eu lieu dans les régions et à Paris pour amorcer la discussion. Notre camarade Jean-Pierre Beauvais a fait un compte-rendu de son récent voyage au Chili lors de la coordination parisienne des comités vendredi 1er février. Pendant ce temps, l'activité des comités continue : trois affiches sont tirées l'une pour le meeting du 6 à la Mutualité, l'autre pour Von Schouvon, la troisième pour préparer « l'accueil » de l'ambassadeur le numéro 5 du journal sort, deux brochures sont en préparation, les « 6 h » se poursuivent : le 7 à Argenteuil, le 9 dans le 17.18ème, le 15 à Rouen, à Bayonne, et à Nancy, le 16 à Evreux et à la Roche sur Yon, à Alençon, dans le 13ème, le 17 à Bourges, le 19 à Arles, le 21 à Tours, le 22 à Chartres, à Agen et à Verneuil, le 2 mars à Charleville.





MOBILISATIONS POUR L'INDOCHINE

Sur le thème « Un an après les accords de Paris, où va l'Indochine ? », le FSI a organisé à Paris une réunion débat le mardi 29 janvier. 200 militants environ y participèrent.

W. Burchett, de retour de Thaïlande, mit en évidence l'extension et l'approfondissement de la lutte anti-impérialiste dans le Sud-Est asiatique

In So Kahne représentant du GRUNK à Paris souligna le fait que pour la première fois, le FUNK était en mesure de se fixer l'objectif d'« attaquer » Phnom-Penh et non plus seulement de l'encercler. Il a pris soin de préciser, contre la propagande insidieuse à la télévision et dans la presse, que le FUNK a précédé tous les bombardements précis des cibles choisies (Palais présidentiel, aérodrome...) d'appels à la population, l'invitant à gagner les zones libérées.

Tout en réaffirmant la solidarité qui lie les trois peuples d'Indochine, il a demandé que le FSI développe une campagne de soutien au FUNK et de dénonciation des bombardements US clandestins qui ont encore lieu contre les zones libérées.

Mme Minh représentant du GRP expliqua les spécificités de la situation au Sud Vietnam.

Poursuite de l'« ingérence » US sous toutes ses formes : politique, économique, militaire.

Mais surtout... consolidation malgré les difficultés des zones libérées.

Aggravation des contradictions du régime Thieu marquée par une circulation intense en hommes et en marchandises entre les deux zones malgré la répression.

— La décomposition de l'armée de Thieu, aujourd'hui, on dit que « l'aviation de Saïgon est la 3ème force aérienne mondiale ... sur terre » (!)



Le cartel des 53 organisations (PC, PS, PSU, CGT, CFDT...) avait appelé, pour commémorer la signature des accords de Paris, à manifester le mercredi 30 devant l'ambassade de Saïgon. L'initiative audacieuse s'est transformée en défilé rituel de la Place Clichy au Bd Malesherbes... après l'interdiction du parcours par la Préfecture !

— Malgré des thèmes de mobilisation justes :

— Pour la reconnaissance du GRP par le gouvernement français

— Pour l'application des accords de Paris

— Pour la libération des prisonniers politiques

4000 personnes au plus ont répondu à l'appel paru dans l'Humanité. Un millier de personnes défilait dans le cortège du FSI qui avait appelé sur ses propres mots d'ordres.

— Lon Nol fantoche, le FUNK à Phnom-Penh !

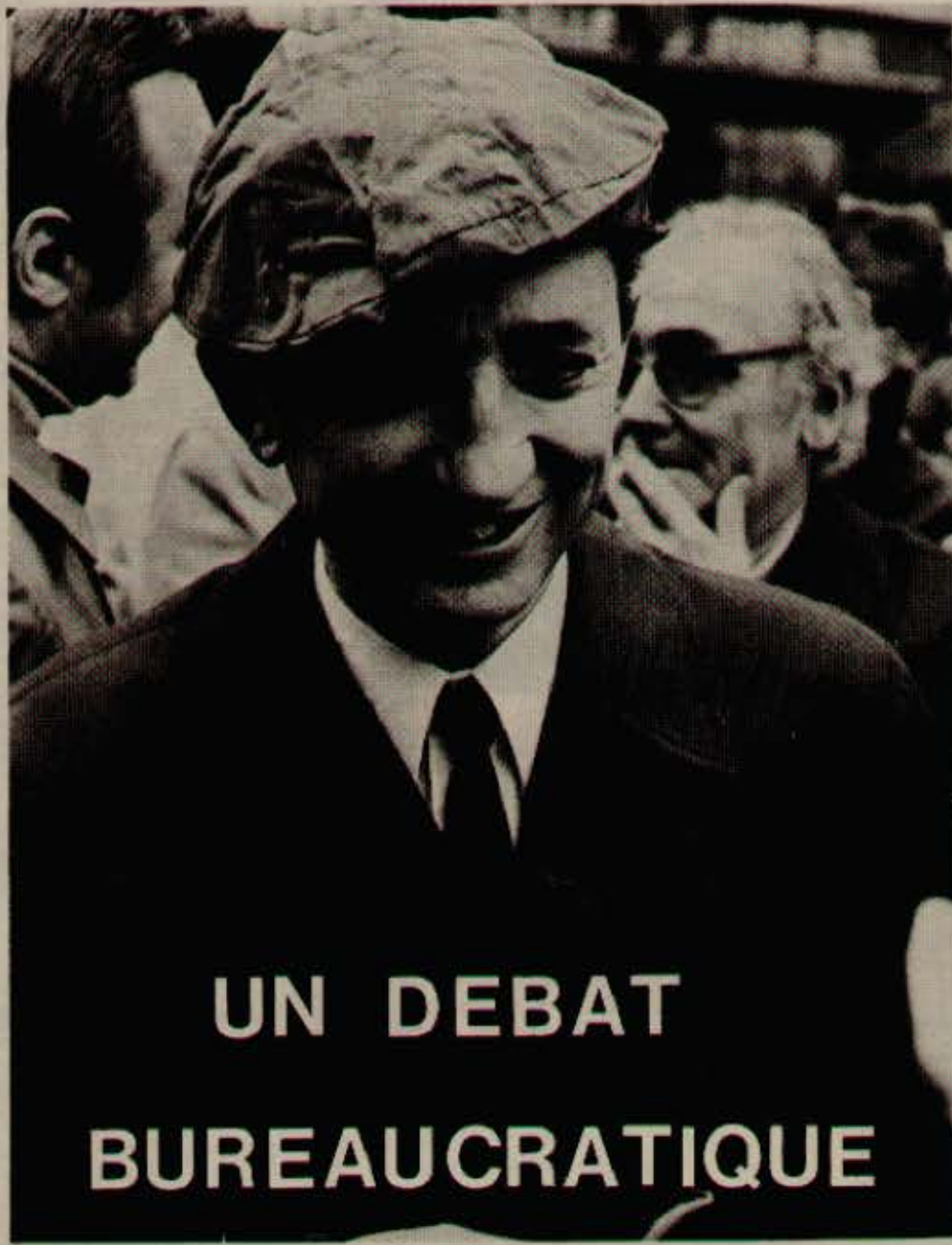
— Vive l'offensive du FUNK !

— Soutien total au GRP !

— Pas un sou, pas une arme pour les fantoches !

Quoi d'étonnant à ce rapport de forces lorsque l'on sait qu'en janvier 73 au moment de la signature des accords de Paris et bien après, le PCF par le biais de l'Humanité martelait que les accords de Paris étaient la victoire, signifiaient la paix et bataillait contre ceux, taxés de défaitisme, qui expliquaient que les accords étaient une victoire partielle importante, historique même, mais que les impérialistes tenteraient de les saboter

... que la victoire finale ne serait conquise qu'au prix de luttes dures. C'est cette compréhension qui nous amène aujourd'hui à expliquer que malgré les difficultés, en même temps que nous soutenons la résistance chilienne, nous devons de manière volontariste au départ relancer le mouvement de solidarité avec l'Indochine.



UN DEBAT BUREAUCRATIQUE

Le dernier conseil national de la CFDT a tranché par 60 % de voix en faveur du rapport amendé d'Edmond Maire situant la perspective stratégique de la CFDT dans le cadre d'une victoire électorale de l'Union de la Gauche. Le débat fondamental sur les voies de passage au socialisme à peine amorcé au 36ème congrès, devait faire l'objet d'une discussion dans l'ensemble de la confédération. Plusieurs textes exprimant les positions des divers courants qui parcourent la CFDT auraient dû être publiés et débattus dans l'ensemble de l'organisation. Mais pour cela il fallait reporter la décision finale au conseil national d'avril comme le proposait certains syndicats. Il n'en a rien été. Le débat a été tranché bureaucratiquement par la direction sans aucune participation de la base : c'est déjà une certaine conception de l'auto-gestion ! Plutôt à la Yougoslave !

Dans ces conditions, les divers courants ont mené une bataille d'amendement plus ou moins obscure, véritable caricature du débat démocratique. Qu'on en juge.

Le projet d'Edmond Maire est de servir de la CFDT pour rééquilibrer la « gauche non communiste » unifier le PS et le PSU derrière la bannière de l'auto-gestion et la « stratégie de prise de conscience » par la lutte. Toute sa démarche consiste à faire entrer le PS dans les forces dites auto-gestionnaires et à le rallier à une plate-forme anti-capitaliste dépassant le cadre du programme commun. Le rapport initial d'Edmond Maire prévoyait donc une plate-forme d'objectifs de transition au socialisme, commune aux partis et aux syndicats, sous entendu au moins au PS, au PSU et à la CFDT. Mais si cette tactique est commune à Maire et à Rocard, ce n'est pas du tout celle de Mitterrand qui compte plus sur l'appareil d'Etat bourgeois et une fraction de la bourgeoisie pour équilibrer le rapport de forces du PS avec le PCF que sur la CFDT et le PSU...

Mais à la CFDT la position d'Edmond Maire rencontre l'hostilité de courants situés à la droite et à la gauche. Le conseil national a été marqué par l'offensive du courant droitiste avec la Fédé Métallurgie. Le SGEN et les pays de Loire visant à limiter les rapports unitaires quasi exclusivement à la CGT et à rapporter la dis-

cussion avec les partis de gauche à une étape ultérieure.

Une telle position faisait capoter le projet d'Edmond Maire. Il n'était plus question d'une plate-forme commune politico-syndicale mais seulement d'une plate-forme inter-syndicale CFDT-CGT.

Face à cette position, des fédérés réputés gauches comme les PTT, se contentèrent de reprendre le texte initial d'Edmond Maire. Mais soumis au vote, le projet initial fut rejeté ! Finalement le courant Maire eut la mise sauvée par un amendement qui précisait « tout en s'appuyant sur les acquis faits progressivement dans la réalisation de cette plate-forme, il appartient au mouvement syndical d'ouvrir avec les partis politiques se réclamant du socialisme un débat dont pourra sortir un constat de convergence ». Ainsi Maire a les mains libres pour tenter son opération de ravalement de la social-démocratie.

Reste que 40 % des membres du conseil national se sont abstenus ou ont voté contre sur des positions de droite ou de gauche. Mais encore une fois, il n'y aura de véritable débat démocratique que si les différents courants publient des textes alternatifs et que cessent la magouille des amendements qui permet toujours de trouver une majorité !

R.Y.

CFDT :

L'AUTOGESTION ET LES EXCLUSIVES

La commission exécutive de la CFDT refuse la participation de Rouge aux colloques qu'elle organise avec l'« ensemble des forces politiques » se réclamant de l'auto-gestion.

Nous rappelons à Albert Détraz :

1. Que Rouge avait participé à un premier colloque il y a un an (20 janvier) avec le PSU et l'AMR auquel la CFDT avait refusé de participer en raison de l'absence du PS.

2. Que la IVème Internationale a publié de nombreux écrits depuis plus de 20 ans sur l'auto-gestion et le contrôle ouvrier à une époque où ces thèmes n'étaient pas encore à la mode (le Secrétariat de rédaction a décidé d'offrir à Albert Détraz un exemplaire de l'Anthologie sur le Contrôle Ouvrier, les conseils ouvriers et l'auto-gestion d'Ernest Mandel).

Ceci dit cette exclusive contre

Rouge ne révèle finalement que le caractère de fraction politique de la direction actuelle de la CFDT qui, sous couvert de l'auto-gestion, veut en fait réaliser une opération politique à l'égard du très « auto-gestionnaire » Parti Socialiste.

De plus, la pratique des exclusives révèle une vision bureaucratique du socialisme auto-gestionnaire qui n'a rien à envier à la vision « centralisatrice » du PCF. Tito et Brejnev en somme !

Face à la caricature d'auto-gestion proposée par les réformistes sociaux-démocrates, face à la caricature de dictature du prolétariat proposé par les réformistes staliens, les marxistes révolutionnaires continueront à défendre le socialisme auto-géré du sommet à la base par les conseils ouvriers.

Le Secrétariat de Rédaction



Le Bureau National de la CFDT
120, rue de Valenciennes

Paris, le 27 Janvier 1974

Cher Albert,

Vous avez décidé de participer aux colloques de discussion sur l'auto-gestion avec un certain nombre d'organisations politiques.

Vous ne pouvez pas d'accord avec votre analyse du mouvement ouvrier et vous le jugez essentiellement comme un mouvement de lutte. Pour vous le colloque organisé par le PSU et l'AMR est un colloque de discussion et non un colloque de discussion sur l'auto-gestion et le contrôle ouvrier.

Malgré les déclarations d'Edmond Maire, votre conseil national n'est pas un conseil national de la CFDT, l'opposition de gauche au PSU, mais la direction internationale se veut bien être la direction internationale de la CFDT.

Il est évident, qu'en tant que mouvement ouvrier, vous ne pouvez pas participer à un colloque qui se veut un colloque de discussion sur l'auto-gestion et le contrôle ouvrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations respectueuses.

Pour le Secrétariat de Rédaction :
Albert Détraz



CONFEDERATION FRANÇAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL

Paris, le 27 Janvier 1974

Monsieur Albert Détraz
du Secrétariat de Rédaction
120, rue de Valenciennes
75013 PARIS

Cher Albert,

Vous avez décidé de participer aux colloques de discussion sur l'auto-gestion avec un certain nombre d'organisations politiques.

Vous ne pouvez pas d'accord avec votre analyse du mouvement ouvrier et vous le jugez essentiellement comme un mouvement de lutte. Pour vous le colloque organisé par le PSU et l'AMR est un colloque de discussion et non un colloque de discussion sur l'auto-gestion et le contrôle ouvrier.

Malgré les déclarations d'Edmond Maire, votre conseil national n'est pas un conseil national de la CFDT, l'opposition de gauche au PSU, mais la direction internationale se veut bien être la direction internationale de la CFDT.

Il est évident, qu'en tant que mouvement ouvrier, vous ne pouvez pas participer à un colloque qui se veut un colloque de discussion sur l'auto-gestion et le contrôle ouvrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations respectueuses.

Pour le Secrétariat de Rédaction :
Albert Détraz



LE BILAN DE KRASUCKI

○ A peine l'accord était-il signé que l'Humanité se précipitait pour tirer le bilan. Krasucki n'attendait pas la prochaine V.O. et publiait un article dans l'Humanité du 1er février, on ne sait d'ailleurs si c'est à titre de dirigeant CGT ou de dirigeant PCF ! La dernière V.O. reprend en gros les mêmes arguments : « Regardez voir ces dirigeants de la CFDT Lip qui ont refusé le plan Giraud qu'ils ne trouvaient pas à leur goût avec 980 emplois assurés et seulement 250 licenciés (qui auraient bien fini par être reclassés !!) mais qui aujourd'hui vantent la qualité du plan Neuschwander avec seulement 300 emplois garantis en hors d'œuvre et pour le reste, des promesses soumises à la bonne marche de l'entreprise ! L'ultra-gauchisme et l'opportunisme ne sont-elles pas les deux faces de la même médaille, comme l'enseignait Lénine ! ».

Oh là ! Tout doux, camarade Krasucki !

« La lutte de classe nécessite de créer en chaque circonstance le meilleur rapport de forces, de savoir l'évaluer exactement et d'apprécier la valeur d'un résultat ».

Parfaitement exact ! Mais qu'ont fait les directions de la CGT et du PCF pour créer ce rapport de forces ? Le PCF a même refusé de vendre des montres Lip à la fête de l'Humanité de crainte de violer la légalité ! Qu'a fait la direction de la CGT pour faire du rassemblement de Paris aux Invalides le 7 septembre un succès ? Rien ! (1) Elle a même refusé la manifestation prévue initialement. Puis qu'a-t-elle fait pour la marche sur Besançon le 29 septembre ? Rien ! (1) Elle s'est contentée de dénoncer à l'avance les provocateurs gauchistes et d'envoyer son service d'ordre à Besançon. Puis, après l'échec des négociations avec Giraud, qu'a-t-elle fait pour réaliser un front des luttes pour l'emploi, seule manière d'imposer un rapport de forces conséquent au pouvoir ? Rien ! Au contraire, elle a cherché à opposer Larousse à Lip et maintenant Rateau à Lip alors que les Lips eux se battaient pour le mot d'ordre « Lip Larousse même combat ! ».

...ET CELUI DE ROCARD

Rocard répond à Krasucki. Le plan Giraud n'était pas un plan sérieux. Il aurait inévitablement capoté et la promesse des 980 emplois n'était faite que pour faire durer les négociations. Giraud n'avait aucun moyen financier. C'était l'heure de Messmer venu brader LIP ! Les travailleurs ont eu raison de ne pas enfourcher cette monture malade.

Mais heureusement il y a une division au sein du pouvoir et du patronat entre Messmer et Charbonnel, entre le patronat archaïque et le patronat moderniste. Les Lips ont su jouer cette division et choisir la monture solide du patronat moderniste ! Certes, les travailleurs de LIP, contraints d'accepter une solution capitaliste ont bien fait d'accepter la solution qui leur paraissait la moins mauvaise. Mais de là à affirmer que la stratégie de

Neuschwander, qui consiste à conditionner l'embauche à la bonne marche de l'entreprise est « une stratégie admissible », il y a un pas que franchit allégrement Rocard. Il va même plus loin, en affirmant que « la troisième raison de leur victoire peut-être la plus fondamentale, tient à la justesse de l'analyse économique qu'ils ont faite et fait confirmée par les experts qu'ils se sont attachés : LIP est rentable. Mais rentable pour qui, Michel Rocard ? Et à quel prix ? ».

Rocard ne dit pas mot de l'autre solution : la seule qui correspondait aux intérêts de classe des travailleurs, qui ne situait pas le problème entre Giraud et Neuschwander, entre patronat archaïque et patronat moderniste : la nationalisation sous contrôle ouvrier. Mais pour imposer cette solution au gouvernement et au patronat, il fallait une mobilisation nationale et ni la direction de la CFDT, ni les signataires du programme commun ne voulaient en entendre parler... Rocard choisit ses alliés. Quant aux deux autres leçons que Rocard retient de LIP, les bras vous en tombent !

Premièrement, la puissance et l'imagination qu'ils ont su donner à leur formes de lutte... « montrent un visage à la fois combattif, rayonnant, responsable et efficace de la classe ouvrière ».

NON, Michel Rocard. Ce qui fait la force des Lips ce n'est pas l'imagination, c'est qu'ils ont passé outre la légalité bourgeoise en séquestrant les patrons, en ouvrant les livres de compte, en constituant un trésor de guerre, « le plus grand hold-up du siècle ! », en remettant en marche l'entreprise et en vendant eux-mêmes.

Deuxièmement, le second facteur c'est à l'évidence le soutien dû à « la légitimité de leur combat, aux formes de lutte novatrices mais aussi l'absence totale de toute violence physique dans cette lutte. Sans être historien, je crois pouvoir pourtant écrire qu'il n'y a pas dans l'histoire du mouvement ouvrier français de lutte ponctuelle aussi longue, aussi ferme dans ses formes d'action et comportant aussi peu d'affrontements violents et cela malgré la provocation de l'occupation de l'usine par les CRS. C'est un des enseignements les plus importants qu'ils nous donnent ».

C'est ce qu'on appelle transformer une insuffisance en acquis !

L'auto-défense violente de l'entreprise contre les CRS le 14 août n'aurait-elle pas été légitime ? N'aurait-elle pas été comprise par la grande majorité de la classe ouvrière ? N'aurait-elle pas peut-être entraîné même un mouvement de grève national de solidarité malgré les vacances ? N'aurait-elle pas permis de refuser de négocier avec le jongleur Giraud tant que les flics occupaient Palente ? Le rapport de forces maximum au mois d'août n'aurait-il pas permis de faire de la nationalisation de LIP un objectif pour l'ensemble de la classe ouvrière ?

Rocard, lui, ne se pose aucune question. Il a joué Bidegain contre Messmer et il croit avoir gagné !

René Yvetot

(1) Pas étonnant que dans son historique de la grève, l'Humanité ait oublié ces deux dates !

LIP C'EST PAS FINI

□ Aujourd'hui, nous en sommes à une des phases les plus difficiles du conflit. Un essai a été marqué

par les Lip contre Messmer. Il avait par deux fois déclaré « Lip c'est fini ! » et bien non, Lip ce n'est pas fini, Lip n'est pas démantelé ! Mais pour que cet essai soit transformé, il faut que tous les Lip soient réembauchés. Or rien n'est moins sûr. Pire la réembauche des Lip est conditionnée par la bonne marche de l'entreprise. Le plan Bidegain contient ainsi une sorte de clause morale anti-grève « Si vous faites grève, vos copains ne seront pas réembauchés ». Fort de cette clause, le patronat de pointe regroupé derrière l'équipe Delors-Chaban-Delmas lance une grande offensive politique visant à montrer la valeur de la « participation »...

L'essai marqué par les Lip risque d'être transformé par une fraction de la bourgeoisie. Les Lip en sont conscients puisqu'ils déclaraient encore une fois à l'assemblée générale du 5 janvier :

« Tout à fait d'accord quand on dit qu'il n'y a pas de bons patrons. Pour nous Neuschwander et son équipe c'est des patrons qui viennent faire du profit. Nous avons déjà démontré par le passé que nous avons bien conscience de la réalité du capitalisme et qu'il n'y avait pas lieu de craindre que nous allions nous intégrer et que nous allions accueillir à bras ouverts M. Neuschwander et travailler la main dans la main avec lui dans un bureau. Le but de cette fraction du patronat est d'intégrer encore plus les organisations syndicales et de se placer politiquement. Lip a été le point No 1 de l'opération. »

Mais à la différence du 12 octobre, les Lip n'avaient plus guère le choix. Ils ne pouvaient pas miser sur l'extension des luttes et en particulier la constitution d'un front des luttes sur l'emploi. L'acceptation de l'accord n'est donc pas critiquable. Par contre un certain nombre de remarques doivent être faites sur les conditions de cet accord.

1) D'abord, il est pratiquement sûr, les dirigeants CFDT locaux eux-mêmes le reconnaissent, que les négociations étaient déjà réglées avant même de commencer.

Cela contraste avec la publicité que les Lip ont toujours donné aux débats avec les patrons en particulier lors des négociations avec Giraud et cela renforce la campagne de la bourgeoisie sur les effets de la concertation entre gens « responsables » !

2) N'ont-ils pas remis un peu vite leur trésor de guerre ? Face aux promesses de Neuschwander, c'était une des garanties des Lip : rendre le trésor de guerre au fur et à mesure que les travailleurs seraient réembauchés. Peut-être n'était-il pas possible de faire flancher Bidegain là-dessus. Peut-être s'agissait-il d'une des conditions politiques posées par le pouvoir que les Lip étaient forcés d'accepter dans les conditions du rapport de forces actuel. Mais cela devait être expliqué publiquement.

3) Le principe du recyclage a été admis mais des difficultés apparaissent déjà. Ainsi Neuschwander déclarait hier : « Peut-être qu'il n'y aura pas de cours avant le 15 mars ? » Pourquoi ne pas demander que tout le monde soit réembauché en partageant le travail entre toutes les mains ou que le travail soit effectué par roulement ? Cela ne coûterait guère plus cher mais surtout ce serait la garantie de l'emploi pour tous et cela permettrait de maintenir la cohésion des Lip. De plus encore une fois, les Lip montreraient la voie à la classe ouvrière. Après avoir démontré qu'il était possible d'engager une lutte de longue haleine contre les licenciements, il montra, à l'heure où le chômage menace, que la solution des travailleurs est l'échelle mobile des heures de travail. C'est-à-dire la diminution du temps de travail, sans perte de salaire.

4) La fonction de la commission

paritaire emploi-formation reste obscure dans le protocole. On ne sait pas

Honeywell Bull organise pour ses dirigeants une session de formation sur le thème « Syndicalisme et entreprise ». On apprend en lisant le programme de la dite session que le mercredi 20 février en soirée une conférence sur « Syndicalisme et Autogestion » sera faite par Michel Rocard du PSU.

Sûrement une erreur !

exactement quelle sera sa composition et quel y sera le pouvoir des travailleurs. Les représentants des travailleurs doivent y être élus par l'assemblée générale même si les représentants syndicaux y sont de droit. Surtout, ils doivent rendre compte régulièrement de leur mandat à l'assemblée générale. « Contrôler, oui, participer non ! » Telle doit être la règle d'or dans une telle commission. Un premier exemple apparaît : quels vont être les premiers réembauchés ? Les représentants des travailleurs doivent imposer leur veto si le patron veut réembaucher en priorité ceux qui ont quitté la grève pour s'embaucher ailleurs, mais ce n'est pas à eux de déterminer la liste nominale des premiers 300 travailleurs réembauchés.

La lutte à Lip n'est donc pas finie. L'avenir, n'en déplaise à Michel Rocard, dépend beaucoup plus de la cohésion et de la combativité des Lip que de la « stratégie industrielle » de Neuschwander. Pour cela, il est décidé de maintenir leur structure unitaire de lutte, d'engager une campagne d'explication pour contrer la propagande bourgeoise et la campagne mensongère du PCF.

Peut-être dans les semaines qui viennent les Lip devront-ils encore une fois reprendre les banderoles et les tracts et redescendre dans la rue. Cela a été envisagé ce matin. Comme eux, nous devons rester vigilants, organiser des meetings d'information et être prêts à la riposte.



RECTIFICATIF

Une faute de frappe indiquait dans l'article « La colère des gueules noires a payé » que lors du conflit des Houillères de Lorraine, « la CGT, la CFDT et FO » avaient appelé à la reprise du travail. Il fallait bien entendu lire « la CGT, la CFTC et FO ».



UNE VIE DE CHIEN

PHILIPPE ROUGE

Les grandes entreprises privées et nationales ont besoin de disposer de milliers de travailleurs jeunes et moins jeunes, français et immigrés, et de les masser près de leurs mines ou services.

Pour disposer plus facilement de cette main d'œuvre on a construit des foyers de célibataires où se casent les nouveaux arrivants faute de trouver ou de pouvoir s'offrir un logement plus intéressant.

Dans ces foyers casernes, le travailleur n'a le droit que de pioncer pour refaire ses forces tellement précieuses pour le patron ou de s'emmerder devant la télé ou le baby foot de service après avoir dégusté au « restaurant » du foyer ou à la cantine de service la portion chèrement payée.

Enfin les foyers avec leur concierge sinon leur vigile, leur directeur, leurs fiches de résidents, les petits mots des employeurs, la distribution du courrier sont des boîtes à renseignements idéales pour les flics et les patrons.

Mais quand c'est trop, c'est trop ! Et depuis trois ans les foyers connaissent des mouvements contre la hausse des loyers, les mauvaises conditions d'hébergement et surtout pour le droit de visite et la liberté d'expression et d'organisation.

Tout l'été 72 les foyers de l'ALIT ont mené une grève coordonnée sur 6 foyers de la banlieue parisienne.

Actuellement, ce sont les résidents des foyers SNCF qui s'organisent contre le régime des foyers casernes. Un jeune cheminot nous livre les perspectives des comités de locataires et de leur coordination qui organise la lutte.

● Tout d'abord, un mot sur les foyers cheminots.

Ils ressemblent beaucoup à n'importe quel foyer de travailleur célibataire ! Bien sûr non seulement ils ne sont pas mixtes mais toute visite d'un ou d'une amie est interdite après le coucher du soleil ! Ils sont dans les enceintes SNCF au milieu des voies. C'est parfait pour être un petit cheminot tout dévoué à la SNCF 24 h sur 24. Ceci dit, on n'a souvent pas le choix. Quand tu arrives de ta province, ou c'est l'hôtel ou c'est le foyer. Et ton salaire t'oblige vite à te décider.

Alors tu as le droit à une « cellule » dans le foyer caserne : tu dois en respecter les murs ! Pas question de le décorer à ta guise : selon le règlement, tu peux disposer d'un panneau d'un mètre sur un mètre !

Enfin, il y a certains foyers qui sont encore des vrais taudis et tout spécialement les pré-fabriqués où on entasse nos copains immigrés.

● Ça bouge dans les foyers cheminots ?

Oui, et c'est pas d'aujourd'hui : depuis plus d'un an certains foyers ont réagi sur le droit de visite et d'expression. A présent, le mouvement s'élargit et s'organise et semble se coordonner de la Chapelle à Masséna...

On se bat à la fois contre les conditions de vie, pour le droit de visite et contre la volonté des directions de nous imposer des vigiles. Certains se sont déjà fait virer par les résidents.

● Comment vous vous organisez ?

Tout d'abord, il faut dire que c'est pas facile. Les horaires des cheminots peuvent être très irréguliers. Comme c'est pas spécialement marrant de vivre dans ces casernes les gars les fuient au maximum. Et beaucoup sont plus tentés par la recherche d'une piaule quitte à y laisser toute leur paye, que par la lutte pour limiter les dégâts. N'empêche que sur plusieurs foyers des comités de locataires importants se mettent sur pieds et proposent aux résidents de ne plus tolérer des conditions inadmissibles d'encasement.

● Vous commencez à vous coordonner ?

Oui, et ça c'est important. Sinon la direction SNCF peut très bien jouer la division entre foyers.

● A quoi vous attellez-vous pour le moment ?

Il faut bien installer le mouvement sur des comités de locataires un peu massif sur chaque foyer. Alors à partir des comités qui existent on va aller sur les autres foyers pour que eux aussi, ils s'organisent. On va s'efforcer aussi de toutes les sections syndicales dans le coup. Et déjà nous allons faire une première visite massive à la direction générale pour lui présenter nos revendications.

Correspondant

CABLES DE LYON ARGENTEUIL : UNE PREMIERE VICTOIRE

En grève depuis deux semaines, les travailleurs immigrés des câbles de Lyon ont remporté une première victoire. Pourtant le patron a vainement tout essayé pour briser la grève, l'isoler en disant les travailleurs des différentes nationalités (Portugais, Arabes, Français).

La situation semblait dans les premiers jours favorable aux manœuvres de la direction. Déclenchée par les Portugais par solidarité à un de leurs camarades agressé par un travailleur arabe utilisé comme « mouchard » du patron, pour noter les absences, la grève divisait encore un peu plus les communautés arabe et portugaise.

Les grévistes ont justement compris que la seule possibilité de vaincre passait par la lutte contre la division entre les deux communautés, il fallait faire tomber méfiance et racisme, grouper tous les travailleurs, contre leur même ennemi : le patron.

Organisés autour d'un comité de grève élu, soutenus activement par l'UL-CFDT d'Argenteuil, les grévistes y sont en partie parvenus.

Parcourant les ateliers de l'entreprise, entendant systématiquement la discussion avec les travailleurs arabes pour expliquer le but de leur grève et balayer les préjugés, les invitant aux Assemblées de grévistes, leur obstination se voyait récompensée puisque le mardi 29 janvier, un nouvel atelier débrayait, les travailleurs arabes les plus combattifs

rejoignaient les travailleurs portugais en grève.

Le patron a très vite compris la nouvelle situation. Lui si intransigeant quelques jours auparavant, cédait brusquement sur toute la ligne. Pas de sanctions pour fait de grève, 3,5 % d'augmentation des salaires, 45 F pour les salaires inférieurs à 1283 F, amélioration de la cantine, équipe de secouristes la nuit, augmentation de différentes primes.

Il nous faut malheureusement encore déplorer le silence des dirigeants CGT des câbles pendant toute la grève. Ce n'est que le dernier jour qu'ils tenteront une ultime manœuvre (négociation avec le patron) pour ne pas se discréditer complètement aux yeux des travailleurs.

Une section CFDT vient de voir

le jour.

C'est une première victoire. Cette lutte des travailleurs immigrés des câbles a été suivie attentivement sur toutes les entreprises de la zone industrielle d'Argenteuil Bezons. Elles sont composées en majorité de travailleurs immigrés avec des conditions de travail et de salaires identiques à ceux des câbles.

C'est une première victoire, et la CGT ne s'y est pas trompé, elle qui fait courir le bruit, pour atténuer le succès et cacher son silence, que le patron des câbles était de toute façon décidé à augmenter les salaires.

Ici le mécontentement s'accroît, la pression monte. Cette première victoire sur le racisme, la division entre nationalités, et sur le patron, prépare de nouvelles actions. On n'en restera pas là.

Correspondant

analyse de l'indice des prix

I.N.S.E.E

Les prévisions du gouvernement pour 1974 : plus de 15% de hausse des prix.

15% : il s'agit de l'indice de l'INSEE, « indice des prix à la consommation des ménages de revenus modestes » c'est son nom officiel.

Que vaut cet indice ? L'intersyndicale CGT-CFDT de l'INSEE vient de publier d'abord pour le personnel de l'INSEE mais aussi pour l'ensemble des travailleurs, un document très intéressant.



Comme ils le disent, « cette analyse critique de l'indice des prix ne se présente pas comme une étude savante écrite pour quelques initiés. Il ne s'agit pas non plus d'un baratin de propagande. » Jugeons nous-mêmes par les extraits qui suivent :

« L'indice des prix est présenté officiellement comme un instrument scientifique, un travail objectif. La conclusion à laquelle nous sommes parvenus, c'est que l'indice est fait à l'image du système économique qui régit notre société : les conventions sur lesquelles l'indice repose et les choix faits pour en réaliser la fabrication ne sont pas dit clairement. En fait, ils vont dans le sens qui est utile aux classes qui dirigent notre société. Ces conventions et ces choix ne sont pas scientifiques mais arbitraires.

Le truquage n'est pas le fait de quelques personnes mal intentionnées. Il est le fruit des rapports de forces qui caractérisent notre société. Il exprime ce qu'il est nécessaire de faire croire aux gens pour assurer le maintien de la société telle qu'elle est »

Pour prouver cette thèse, nos

camarades de l'INSEE ne manquent pas d'arguments : Que se passe-t-il quand les produits changent ?

Chaque fois qu'ils le peuvent, les patrons remplacent un produit par un autre, plus coûteux et souvent de moins bonne qualité. L'exemple que donnent ceux de l'INSEE fait comprendre comment l'indice qu'ils calculent escamote la chose :

« En Septembre 73, on met dans l'indice le prix d'une voiture A de puissance 4 CV et de prix 10.000 F. En Octobre 73, cette voiture n'existe plus, on trouve à sa place une voiture B de puissance 5 CV et de prix 13.000 F. La puissance a augmenté mais la sécurité a diminué, car les freins ne sont pas plus puissants, la carrosserie est moins solide, etc...

Quand la puissance augmente avec le prix, l'augmentation de prix n'est comptée qu'en partie dans l'indice... sur les 3000 F d'augmentation, 2000 F par exemple seront attribués à l'augmentation de puissance et ne seront donc pas comptés dans le calcul de la hausse des prix. Pourquoi choisir la

points chauds

AIX EN PROVENCE L'EAU BOUT !

L'usine des Thermes à Aix est une usine d'eau thermale employant 43 personnes.

Fin 73, s'est créée une section CFDT regroupant une dizaine de travailleurs, le 6 décembre avait vu se produire un premier mouvement ce qui a fort déplu à Bertrand, le patron, peu habitué à voir ses travailleurs bouger.

Licenciements : deux militants de la section.

Riposte immédiate : mardi 22 janvier la grève est votée pour :

— la réintégration des deux travailleurs

— 1 F d'augmentation horaire

— 1/2 heure de pause payée

— paiement des jours de grève.

Les grévistes décident d'occuper l'usine. Bertrand ne cède pas, il a le bras long à Aix et les flics à sa botte.

Le samedi 26 le tribunal décide l'expulsion, le lundi, la police opère. C'est du rapide !

Mais la grève est solide : A.G. tous les jours, un comité de grève a été élu, un comité de soutien très actif en ville.

Après l'intervention policière une manifestation appelée par l'UL-CFDT et le comité de soutien a lieu. La CGT a refusé d'y participer. C'est un succès : 500 manifestants dans les rues d'Aix, la grève est renforcée, de nouveaux travailleurs cessent le travail, toute la production est désormais bloquée.

films

LES LUTTES OUVRIERES (film 16mm).

SLON 74 rue Albert. 13ème. 589.94.63

* Sochaux 68. 20 mn. NB et couleur

* Corisay (la grève des PIL)

CREPAL 12 rue Clavel. 19ème. 607.80.81

* Lip 54 mn. couleur

ROUGE 10 Impasse Guéménée. 4ème. 272.88.96

* Sochaux 68. 20 mn. NB et couleur

* Le droit à la parole (mais 68). 45 mn. NB

* La grève du Joint Français. 25 mn. NB

* Lip N° 1. 45 mn NB (L'expérience des Lip)

* Lip N° 2. 45 mn NB (les négociations)

puissance plutôt que la sécurité comme critère de qualité ?

Cette méthode est une des méthodes qui a pour effet de cacher une partie de la hausse des prix :



LES CRITERES DE QUALITES SONT DEFINIS PAR LES FABRICANTS, PAS PAR LES TRAVAILLEURS.

A un moment, le patronat a intérêt pour faire plus de profit à accroître la puissance des voitures, en ne faisant rien pour la sécurité. Mais à un autre moment, par exemple dans l'hypothèse d'un rationnement prolongé de l'énergie, la puissance ne serait plus à la mode, on verrait les producteurs insister sur les critères de sécurité ou de confort... tout aussi inutile en fait.

Les patrons disposent de toutes sortes de ruses pour faire payer plus cher leur camelote. Comment les enquêteurs de l'INSEE qui ont à suivre beaucoup de produits peuvent-ils tenir le coup face à eux ?

Les riches et les pauvres ne perçoivent pas la qualité de la même façon : pour les pauvres, un bon produit c'est ce qui nourrit... pour les riches, c'est ce qui ne fait pas grossir.

Comment prétendre définir des règles objectives pour le statisticien ? Encore une fois, ou est l'objectivité dans des choix qui privilégient les fabricants face aux consommateurs ? Entre ces deux catégories, la notion de qualité est complètement différente, pour les premiers, la seule qualité du produit est de faire du profit que ce soit des bicyclettes ou des canons, alors que pour les consommateurs, le produit sert à quelque chose.



LA DEFINITION DE LA CONSOMMATION ; POURQUOI CELLE-LA PLUTOT QU'UNE AUTRE ?

Sont exclus de la consommation et donc de l'indice, toute une série de consommations dont les prix galopent actuellement et principalement :

le gros entretien et la construction de logements

tous les achats d'occasion, les impôts directs, la vignette-auto, les cotisations de sécurité sociale, les primes d'assurances,

les intérêts pour achats et crédits : tant pis pour vous si vous ne payez pas comptant,

les frais de garde d'enfants. »



Les pondérations, c'est à dire l'importance relative de chaque catégorie de consommation est calculée mystérieusement à partir d'enquêtes. On sait que l'indice retient les dépenses de logement pour 7% du total : les travailleurs, spécialement dans la région parisienne, apprécieront...

Pour nos camarades de l'INSEE la conclusion est claire :

« Quand les prix galopent, l'indice trotte »

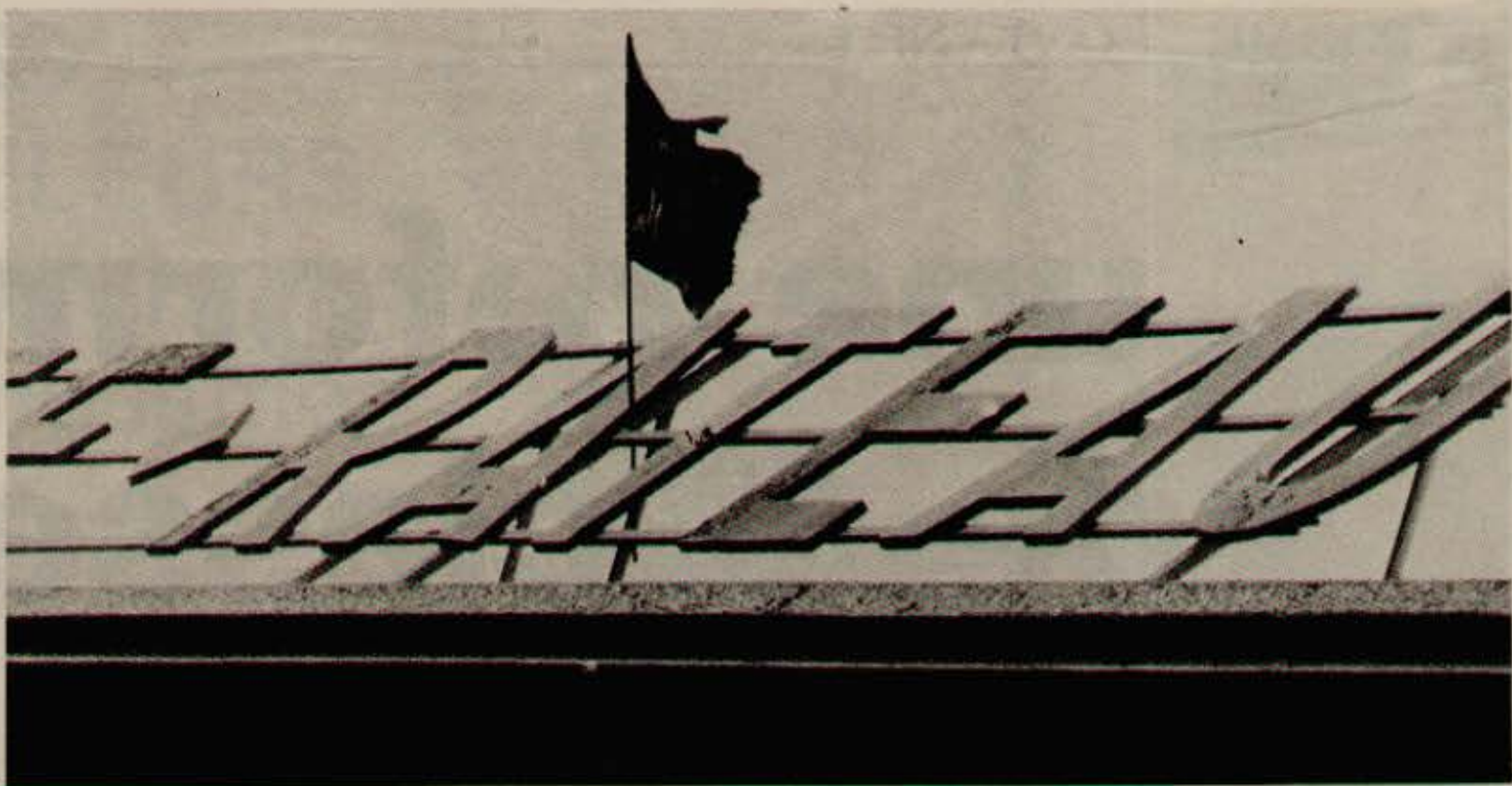
A chacune des étapes de l'élaboration de l'indice des conventions arbitraires permettent de cacher systématiquement une partie de la hausse des prix subie par les travailleurs. Sur ce point, en tant que personnel de l'INSEE, il nous faut être clairs et nets : en l'état actuel, les travailleurs sont les seuls à pouvoir juger de l'importance de l'écart entre l'indice et la réalité... Même si nous le voulions, nous ne pourrions d'ailleurs pas publier de mauvais chiffres. S'il est truqué, c'est en posant des conventions qui ne sont pas celles que choisiraient les travailleurs... s'ils avaient le pouvoir de choisir !

L'indice dépend d'un rapport de force. »

Les travailleurs peuvent obtenir des améliorations de l'indice mais c'est une autre paire de manche de les modifier fondamentalement.

« L'indice ne peut prendre en compte que les produits imposés par les fabricants, il est ainsi pour l'essentiel un instrument au service du patronat.

Le problème de l'indice des prix, c'est plus généralement le problème de toutes les statistiques : celles-ci ne sont pas neutres, elles s'inscrivent dans la lutte de classes. »



E. KAGAN

RATEAU : GREVE ILLIMITEE AVEC OCCUPATION

Le jeudi 31 janvier, les travailleurs de Rateau à la Courneuve décidèrent à main levée la grève illimitée avec occupation. Ce vote était dès le lendemain confirmé par un vote à bulletin secret.

Rateau : 1800 travailleurs, la plupart O.P. qui fabriquent des turbines, des pompes et de la robinetterie industrielle. A la Courneuve on l'appelle « le petit Renault de la Seine St Denis », c'est un bastion de la CGT : 75 % de délégués cégétistes.

Par une note aux élus du personnel, la direction a annoncé la suppression de 334 emplois.

Cette direction ce n'est pas n'importe qui, c'est Ambroise Roux en personne, bras droit de Ceyrac. Ambroise est PDG du trust Alstom-CGE, c'est un vieil habitué de l'intransigeance anti-ouvrière. On se rappelle la longue lutte des travailleurs du Joint Français de Saint Brieu, et aujourd'hui celles des Câbles de Lyon de Gennevilliers et des câbles de Bezons, toutes usines du trust.

L'Alstom-CGE comprend 140 usines employant plus de 140 000 travailleurs. Il y a quatre ans elle a racheté Rateau, mais c'était pour la démanteler. Depuis plusieurs années, la CGE tente de restructurer le trust et de rentabiliser l'appareil de production, elle le fait au détriment de certaines usines. A Rateau, le déficit était de 17 millions en 1972 et il n'a fait que s'amplifier depuis. En 72 toujours, la direction a décidé d'arrêter la fonderie, aujourd'hui elle veut fermer les ateliers de modelage, les fonderies de précision, la chaudronnerie : 334 emplois.

Il s'agit d'une politique délibérée de démantèlement par la réduction volontaire de la production.

NON AUX LICENCIEMENTS !

Cette politique n'est pas neuve ni isolée, tous les trusts importants l'ont appliquée ces dernières années : on augmente les cadences dans les secteurs les plus rentables pendant qu'on diminue la production dans l'usine ou l'atelier d'à côté. On crée ainsi un climat d'insécurité en même temps qu'on augmente le nombre de chômeurs pour faire peser une menace sur les luttes et limiter les augmentations de salaire.

C'est pourquoi la lutte des travailleurs de Rateau prend place dans l'ensemble général du trust et doit être popularisée auprès de tous les employés de la CGE.

Déjà lundi dernier à l'appel des syndicats les travailleurs de Hispano-Suiza (SNECMA) de Bois-Colombes ont débrayé pendant une heure en solidarité avec ceux de Rateau. Les deux usines participent ensemble à la réalisation du programme Gervos-Evrodis : projet de centrale de séparation isotopique pour l'énergie nucléaire.

C'est un marché ça ! La CGE ne peut guère venir crier famine quand on sait qu'elle est une des branches les plus intéressées dans la réalisation du programme de construction des centrales nucléaires dont Pompidou a annoncé la multiplication lors de son voyage à Poitiers !

Il y a du travail pour tous les ouvriers de la CGE. Les plans de rentabilisation de l'appareil de production ne doivent pas se traduire par le licenciement d'une partie

des travailleurs et l'exploitation accrue des autres ! Sur les mots d'ordre de contrôle des cadences et d'échelle mobile des heures de travail, les travailleurs de Rateau peuvent s'unir à tous les travailleurs de la CGE.

LA RIPOSTE

Rateau est une entreprise où la combativité a toujours été très élevée. Depuis qu'elle existe, il y a eu quatre grèves illimitées avec occupation.

Le mouvement actuel n'en est pas à son début : depuis septembre 73, il y a des débrayages tournants ; la CFDT, qui ne représente que 25 % des syndiqués a proposé la grève, mais il a fallu attendre que la direction rende public son « plan de redressement » pour que la CGT s'engage dans l'action. Il y a eu plusieurs manifestations dans les rues de la Courneuve. Le 31 janvier, les syndicats, qui ont pris la mesure de la combativité, appellent à une Assemblée Générale et proposent la grève. Celle-ci est votée, illimitée et avec occupation.

L'ORGANISATION DE LA LUTTE

L'engagement total des syndicats dans la grève est une force considérable :

Depuis le 1er février, l'usine est bien gardée, sur le pied de guerre, l'occupation est effective.

Mais si la CGT a répondu à la combativité des travailleurs en appelant à la grève, elle semble la sous-estimer ou s'en méfier... en ne confiant l'organisation de la lutte qu'aux militants sûrs ! Aujourd'hui des commissions ont été créées : garde et sécurité, informations et popularisation, ravitaillement, mais elles sont exclusivement syndicales. « Politiquement,

déclare un responsable CGT, c'est la Commission Exécutive du syndicat CGT de l'entreprise qui décide des actions, après avoir consulté la CFDT ». Merci pour la consultation !

Les responsables CGT ont manifestement été traumatisés par l'expérience de LIP. « On ne vas pas vendre des turbines aux bouches de métro », « On va gagner rapidement et pas attendre 6 mois ou 9 mois ».

S'il ne s'agit effectivement pas de vendre des turbines aux ménagères ou des compresseurs aux petits enfants, on ne peut pas écarter pour autant tous les rapprochements avec l'expérience de LIP.

Il s'agit d'une lutte pour la défense de l'emploi et contre le sabotage d'une entreprise par la direction d'un trust. C'est pas une lutte très facile (Larousse... !). Les Rateau ont besoin de toutes leurs armes, à commencer par la popularisation et la recherche de l'unité d'action sur l'ensemble du trust, la gestion du mouvement par l'ensemble des grévistes, se donnant un comité de grève élu par tous, révocable et responsable devant les Assemblées Générales et des commissions non exclusivement syndicales. C'est un moyen élémentaire de renforcer la résistance de tous les grévistes.

Les syndicats CGT et CFDT ont avancé une plate-forme de revendications :

- suppression immédiate de toutes les mesures de fermeture en cours
- garantie du plein emploi pour tous
- révision des salaires sur la base des propositions des organisations syndicales
- semaine de 40 heures
- retraite à 60 ans
- paiement intégral des heures de grève

De telles propositions doivent être débattues en Assemblée Générale et précises, quelles sont les propositions syndicales pour la révision des salaires ? Comment imposer le plein emploi de tous les travailleurs de Rateau et du trust sur la base du contrôle des cadences et de l'échelle mobile des heures de travail ? Quelles actions proposer aux autres usines ?



E. KAGAN

une réforme de 1^{ère} classe...



FOTOLIB

5 ans après Mai 68, après beaucoup d'hésitation, de tâtonnements, de demi-mesures, Fontanet annonce une réforme globale du système de formation.

La bourgeoisie s'engage dans un effort décisif pour adapter l'institution scolaire aux besoins du patronat.

Dans les facs, préparons la mobilisation contre la réforme Fontanet !

● L'organisation des études va être entièrement transformée depuis la 6^{ème} jusqu'au 3^{ème} cycle universitaire.

L'application de cette réforme signifierait une transformation complète du visage de l'université.

Aujourd'hui, les facs sont pour la majorité des lycéens le débouché logique de leurs études secondaires, même s'ils n'ont, et pour cause, qu'une idée très vague de l'avenir professionnel que peut leur offrir un séjour dans une université.

Désormais, l'accès au supérieur sera limité par des conditions draconiennes; non seulement la réforme prévoit l'orientation massive des jeunes vers les filières courtes au niveau de la 5^{ème} et de la 3^{ème}, mais le BAC n'ouvre plus la porte du supérieur, les universités exigeront des conditions supplémentaires.

De plus tout est fait pour dissuader les jeunes « peu motivés » de rentrer dans le supérieur.

La durée des études : 7 ans pour parvenir en fin de 2^{ème} cycle, étant donné la coupure du service militaire.

Le renforcement de la sélection : avec le DEUG, puis les nouveaux 2^{ème} et 3^{ème} cycles, le climat sera d'un bout à l'autre celui du bachotage permanent.

Le retrécissement des débouchés: Plus

question de s'inscrire en fac en espérant vaguement décrocher un poste d'enseignant. Le centre de formation des Maîtres (le bon vieux projet des CFPM de Guichard version améliorée) réservera l'accès à l'enseignement à une élite triée sur le volet par deux concours (un concours d'entrée et un de sortie).

L'ensemble de ces mesures permettrait à la bourgeoisie, si elles étaient appliquées d'éliminer le trop plein d'étudiants qui encombre les facultés, en particulier dans les disciplines littéraires.

Si la réforme passait, les études supérieures deviendraient une aventure périlleuse dans laquelle ne s'engageraient que quelques cracks décidés à bûcher pendant de longues années pour parvenir à une « bonne situation ».

ENGAGEONS LA RIPOSTE DES MAINTENANT

Pour résoudre la crise de son système de formation, la bourgeoisie avait besoin d'une réforme globale, c'est pourquoi Fontanet abandonne le petit jeu des mesures partielles et bouleverse d'un coup le secondaire et le supérieur.

Mais il prend ainsi le risque de concentrer les oppositions, lycéens,

étudiants, enseignants, mais aussi travailleurs sont tous concernés par cette réforme qui renforcera considérablement la ségrégation sociale dans l'école.

Fontanet prévoit un délai de cinq ans pour l'application de son projet, cela suppose une stabilité politique minimum de l'équipe au pouvoir qu'il est bien l'un des seuls à envisager.

En tout cas, c'est maintenant que la riposte doit s'engager dans les facs comme dans les lycées :

- Déjà les élèves des classes préparatoires sont entrés en lutte contre la suppression des équivalences.

- Déjà, dans de nombreuses facultés (Grenoble, Brest, etc.) la lutte c'est engagée contre l'augmentation des tickets de Resto-U qui doivent passer à 5,50 F dans le cadre de la politique de « vérité des prix » décidée par l'Administration du CROUS. Gageons que, si les étudiants laissent faire, cette politique sera bientôt appliquée dans d'autres domaines (loyers des cités universitaires, droits d'inscription).

L'université d'élite à laquelle rêve Fontanet devra être financée par les usagers eux-mêmes !

De telles mesures de rentabilisation ne doivent pas rester sans réponse. Il ne suffit pas d'appeler à un boycott platonique des Resto-U comme le propose l'UNEF Renouveau, il faut, partout où cela est possible, organiser des journées de Resto-U gratuits, afin que les étudiants récupèrent ainsi le montant de l'augmentation. Ceci suppose que les étudiants sachent gagner l'appui actif du

personnel des Resto-U.

Mais c'est avant tout une mobilisation contre le projet Fontanet dans son ensemble qu'il nous faut préparer. Etant donné le caractère de la réforme, cette lutte pourra englober tous les usagers de l'Education Nationale (lycéens, étudiants, enseignants).

C'est une telle lutte que nous devons aujourd'hui préparer dans les facs.

Avec les grèves des deux dernières années contre les CFPM, puis contre le DEUG et la loi Debré, les étudiants ont montré qu'ils étaient capables de réagir par des luttes nationales à une offensive de la bourgeoisie.

Les étudiants doivent répondre de la même façon à la réforme Fontanet afin d'enrayer son application.

Pour cela, un effort systématique d'information est nécessaire. Dans toutes les facs, il faut que se constituent des comités de lutte et de mobilisation dont la première tâche devra être de diffuser largement le contenu du projet Fontanet, de sillonner les amphis et les T.D. afin d'organiser des discussions sur ce projet, de convoquer des assemblées générales etc.

Il faut expliquer aux étudiants qu'il ne s'agit pas d'une réforme de plus, mais d'une offensive décisive du pouvoir et de la bourgeoisie pour imposer leurs solutions à la crise de l'université.

Ainsi se regrouperont dans les facs tous ceux qui sont prêts à engager la lutte. Le printemps 1974 pourrait bien être aussi chaud que le précédent dans les universités.

VOLTAIRE: Comment détourner 10% de liberté surveillée...

Depuis septembre 1973, 10 % des horaires des établissements scolaires sont désormais offerts à des activités « libres », (excursions, enquêtes, débats...) durant lesquelles devraient disparaître les cloisonnements entre classes et entre disciplines. Cette mesure est en réalité un premier test du projet global de réforme de l'Éducation Nationale qu'avance aujourd'hui Fontanet.

Ces 10 % sont d'ailleurs tout à l'image de cette réforme. Derrière la façade libérale, il ne s'agit que d'une liberté surveillée et analysée. Et cette décision « audacieuse » correspond à deux objectifs :

1) enrayer l'agitation lycéenne en lui offrant une soupape de sécurité : la remise en cause officielle des structures de l'école pendant 10 % de l'année scolaire, fera peut-être mieux avaler les 90 % restant.

Fontanet manie adroitement carotte et bâton : il renforce, au travers de sa circulaire de début d'année, les pouvoirs disciplinaires des chefs d'établissement et parallèlement, institutionnalise grèves et contre-cours en les récupérant dans un cadre administratif.

2) faire un premier pas vers la modification du temps de service des enseignants. En principe, la disparition de 10 % des « heures de cours » ne devrait s'accompagner d'aucune augmentation du temps de travail des professeurs. Mais dans la pratique, c'est le contraire : ils devront assurer un temps de présence plus grand dans les établissements, prendre en charge des travaux de surveillance et de documentation. Le gouvernement s'apprête ainsi à redéfinir la fonction enseignante au prix d'une aggravation des conditions de travail pour les intéressés, d'une hiérarchisation accentuée du corps enseignant et de la réduction des postes dans les secteurs para-scolaires (documentalistes, surveillants, animateurs...)

Comme le prouve l'exemple du Lycée Voltaire dont débattent ci-après trois lycéens, chaque fois que les élèves se mobilisent afin de dénaturer les 10 %, chaque fois qu'ils dénoncent leur double face « canalisation-rentabilisation », chaque fois qu'ils les prennent en mains eux-mêmes avec l'appui d'enseignants, l'opération Fontanet est un échec retentissant. Et la traditionnelle matraque sort de sa boîte !

Là où ils existent, les 10 % peuvent devenir une arme redoutable dans les mains des lycéens, travaillant à les détourner de leurs objectifs initiaux. Ils sont l'occasion de débats (réforme de l'école, sexualité, armée) qui préparent les mobilisations futures.

Là où les administrations ne les réalisent pas, les lycéens doivent se battre pour imposer les 10 % tels qu'ils les désirent. C'est notamment le cas dans les CFT, regroupements de la jeunesse pré-ouvrière, où ils ne sont pas accordés.

Debat entre trois lycéens du lycée voltaire.

Pierre : Les 10 % au lycée Voltaire ont été pris en mains par les élèves. Au premier trimestre, ni l'administration, ni les profs n'avaient fait quelque chose pour que les 10 % se mettent en place. (...) A partir de ce moment là il y a eu au

second trimestre un comité 10 % qui s'est créé, édifié sur la base de deux représentants pour chaque classe.

Robert : Je crois qu'il faut expliquer ce qu'on avait derrière la tête en menant l'opération 10 %.

Pierre : les 10 % d'après Fontanet, c'est 10 % de temps consacré à des activités pédagogiques pour lesquelles on n'a pas de fonds, de fric et nous ce qu'on a essayé de faire c'est de montrer que ces 10 % on pouvait les prendre nous-mêmes en main sans besoin du prof tel qu'il est conçu avec tout le savoir et la science.

Patrick : il y a un autre truc : les 10 %, ça fait trois semaines dans l'année. Trois semaines de grève : « loi Debré » l'an dernier. Trois semaines de « grève » bien canalisées, bien dirigées, par l'administration et c'est un des rôles des 10 %, enfin, tels que Fontanet les concevait.

Robert : C'est aussi un moyen pour que les profs soient payés pareil en travaillant beaucoup plus. La préparation des 10 % ça implique du travail. Et aussi de la présence supplémentaire au lycée. Et en plus c'est une sorte d'ouverture sur la vie. Pas n'importe quelle ouverture sur la vie ! C'est-à-dire que les élèves de classes plus ou moins techniques vont visiter les usines, leurs futurs lieux d'exploitation. Nous, en Lettres-Sup, notre prof de Français nous avait proposé que pendant les 10 % nous fassions des cours au premier cycle. De fait, assumer

notre rôle de profs traditionnels avant la lettre.

Patrick : c'est une récupération des contre-cours.

Robert : On donne au gosse un jouet de guerre. Il sera soldat plus tard. On l'habitue. Même chose pour les 10 %.

Pierre : A partir de ça je crois que le travail qu'on a tenté de faire est assez intéressant. C'est-à-dire qu'on a établi une plate-forme d'activités qui n'est pas ce que l'administration aurait souhaité, et pendant trois jours on a essayé de faire qu'au lycée Voltaire, ça marche !

Entre autres activités : discussions sur l'avortement, sur l'insoumission avec le projet non réalisé de projeter « Histoires d'A ». Au niveau de la mobilisation, ça a tout de même été assez important parce que jusqu'alors au lycée il y avait une frange de 20 à 30 personnes capables de faire face à l'administration et maintenant il y a 100 à 200 qui n'ont pas peur de s'y frotter. Y compris en « pétant » les portes de la salle de cinéma, ce qui est tout de même révélateur d'un certain état d'esprit.

Robert : Il faut insister sur la préparation, les délégués.

Patrick : Oui, délégués élus pour l'occasion, sur une base précise. Pas ceux élus au début de l'année pour les conseils de classe. Plus pour le comité des 10 % même si parfois c'était les mêmes. Avec un certain débat.

Robert : Ça n'a pas été fait partout. Néanmoins, la volonté que la masse des élèves prenne en mains les 10 % était présente.

Pierre : Ce qui est marrant, c'est qu'on assiste de la part de l'administration à une réaction qui est un petit peu la même que celle suite au contre-cours de l'an passé, une réaction de répression assez importante. Je crois que c'est ça qui en fin de compte leur fait le plus peur et c'est contre ça qu'ils se battent eux et qu'ils refusent absolument qu'on prenne en mains nos propres activités, parce que ça pourrait déboucher sur des activités « subversives et provocatrices » comme ils les appellent. On comprend, nous, qu'ils aient fait tout ce qu'ils peuvent pour empêcher cela.

Patrick : Ceci dit, ils étaient débordés. On a réussi à faire entrer une camionnette d'un groupe pop sans que le censeur s'en aperçoive.

Ils ont vidé Najman, un militant de l'AMR, à midi et l'ont réintégré à 13 h parce que la riposte a été immédiate. Vider quelqu'un 15 mn avant notre conférence de presse, c'est bête (...).

Robert : Jeudi matin nous avons tenu une AG. « Monsieur » Guillotin (le proviseur) est venu, on a eu un débat avec lui. Sur les 10 %, Guillotin a dit : les 10 % c'est organisé suivant la loi (responsabilité du proviseur, etc.) Nous on appelle plutôt ça liberté surveillée. Il a dit qu'il prendrait en compte les propositions sérieuses des lycéens. On a demandé ce qu'étaient les propositions « sérieuses ». Il a dit que c'est les choses qui ne sont pas farfelues. Grosso modo ce qui n'était pas sérieux, c'était discuter sur l'avortement, la sexualité, les insoumis, ce qui était d'après lui des activités provocatrices.

Patrick : Oui, il raisonne dans le cadre du règlement intérieur, et du... code pénal. C'est ce qu'il a dit dans sa lettre aux parents d'élèves.

Robert : en plus nous sommes au courant que la brigade des mœurs et celle des mineurs sont plus ou moins sur l'affaire !

Patrick : Pour conclure, ce qu'on peut dire, c'est qu'on a réussi à tenir des commissions nous-mêmes, que l'administration a été obligée d'organiser des 10 % « légaux » la semaine suivante, en prenant en considération les propositions des lycéens. Les 10 % on doit les utiliser comme nous on l'entend, c'est-à-dire qu'on peut les retourner. La conception des 10 % qu'on a nous, c'est pas celle de Fontanet, et on s'en est servi comme nous on l'entendait !

SOUTENEZ

SOUTENEZ

SOUTENEZ

SOUTENEZ

PARIS P. CHENOT

CD 4501/42

souscription rouge

Solde antérieur	71.926,34
St Ouen	617,00
Paris	8.391,00
Paris	1000,00
Lycée Clermont	52,00
Clermont-Ferrand	500,00
Mâcon	65,00
Nîmes	60,00
Montpellier	950,00
Rennes	103,00
Rennes	190,00
Brest	340,00
Toulouse	1.100,00
Rouen	1.320,00
Collecte Gala	455,00
H.S. Epinay	50,00
G.C. Paris VIème	40,00
R.J. Caluire et Cuire	200,00
C.J. (78) Poissy	10,00
A.G. (91) Orsay	200,07
H.P. Aix	30,00
E.D. (92) Courbevoie	50,00
D.M. Kourou (Guyane Frjé)	100,00
M.C.	50,00
G. Paris XVIIème	500,00
Collecte Cité Univers.	
E.S. 61 à Berlin	182,74
F.G. Marseille	200,00
W.D. Wittlaer (All.)	36,95
Total	88.720,30

Comme ça va vite.

Le mot « culture prolétarienne » a été prononcé, une citation de Mao Tsé Toung à l'appui. Et par qui ? Précisément par Dario Fo, abondamment interviewé dans un article cherchant à présenter son théâtre (1). Alors ?

« Théâtre militant et culture prolétarienne sont deux choses bien différentes » incrimine un lecteur. Selon lui, « Le théâtre militant est une intervention politique, la culture prolétarienne est une invention et un idéal proposés par les stalinien pour bâillonner la création artistique et cantonner le prolétariat dans une expression stéréotypée de lui-même ». Ce lecteur décidément va trop vite. Oui, il y a des questions à poser sur la notion de « culture prolétarienne », la première où existe-t-elle ? Mais ce n'est pas une notion propre au « réalisme socialiste ». La critique de Dario Fo avec cette grille n'a pas de sens. Le « réalisme socialiste » fait de la culture une pure et simple tâche politique contrôlée par le parti. Il transforme les créateurs en « forgerons des âmes », responsables d'édifier par l'art la classe ouvrière : héros exemplaires, optimisme, morale, voilà la « pédagogie » qui devait selon Jdanov et Staline donner une vision « réaliste » de l'histoire et du socialisme au prolétariat.

PAS D'ARROGANCE !

Dario Fo, lui, se rattache à deux sources.

La tradition du « Proletkult », très vivante dans les années 20 en Italie et que soutient alors Gramsci. Dans une lettre à Trotsky en 1922, il lui explique que à la différence des autres traditions culturelles seul le Proletkult tient sur pied en Italie et conclut : « Dans les grandes villes industrielles, le programme du Proletkult qui vise à éveiller l'esprit créateur de l'ouvrier à l'égard de la littérature et de l'art, absorbe l'énergie de ceux qui ont encore le temps et le désir de s'intéresser à de telles questions ».

Dario Fo, pourtant, renouvelle complètement cette tradition : « Je ne pense pas comme certains de nos camarades qu'il n'y ait de véritable culture que prolétarienne et qu'il soit vrai de s'attacher aux survivances d'une culture populaire paysanne ». (interview de Jacques Joly. « Travail théâtral ». Hiver 74).

N'oublions pas que Dario Fo travaille en Italie, un pays où, depuis le 16ème siècle, Ruzante, (ancêtre italien de Molière) tout imprégné de culture paysanne, donne sa marque à une tradition populaire encore vivante. Mais, que ces deux traditions culturelles, la tradition populaire, la tradition du Proletkult, aient une signification précise en Italie, alors qu'en France il n'y en a pas même de traces comparables, permet tout juste de situer le travail de Dario Fo. Restent d'abord deux questions : la culture populaire dont Dario Fo s'inspire est née dans le passé (au Moyen Age, en fonction d'une structure sociale déterminée où deux cultures bien distinctes coexistaient, celle de l'aristocratie et celle des communautés populaires). Dans la société où nous vivons, la bourgeoisie a détruit cette culture populaire (à un point extrême en France, d'ailleurs). Comment cette culture pourrait-elle renaître ? En outre, ce que l'on connaît des expériences du « Proletkult » ne permet pas de définir un « art prolétarien ». Ou alors, ne risque-t-on pas de sombrer dans une conception propagandiste et moralisante de la culture fixant sur le mode terroriste des normes « ouvrières ».

« Des termes tels que « littérature prolétarienne » et « culture prolétarienne » sont dangereux en ce qu'ils compriment artificiellement l'avenir culturel dans le cadre étroit du présent, faussent les perspectives, violent les proportions, dénaturent les critères et cultivent de façon très dangereuse l'arrogance des petits cercles. Si l'on rejette le terme « culture prolétarienne », que faire alors du... « proletkult » ? Convenons donc que « proletkult » signifie activité culturelle du prolétariat, c'est à dire lutte acharnée pour élever le niveau culturel de la classe ouvrière. En vérité, l'importance du « proletkult » ne sera pas diminuée d'un iota par cette interprétation ».

Pause. Acceptons-nous aussi de nous accommoder pour un temps de cet « arrangement » proposé par Trotsky dans « Littérature et Révolution ». Le débat à

DU THEATRE? MILITANT?



MAIS PARDON, QU'EST-CE QUE C'EST LA CULTURE ?

propos de Dario Fo y gagnera. On se situera alors du point de vue de son expérience concrète.

QUESTIONS PRATIQUES

C'est sur ce terrain précisément que naissent les questions clé : que représente la pratique de Dario Fo ? Quelle est sa portée (culturelle, politique) ?

Voici comment se définit lui-même le collectif théâtral de la Commune, et sa « lutte sur le front culturel pour un théâtre au service du mouvement révolutionnaire. » « C'est un collectif de production théâtrale; c'est en même temps une équipe de propagande dans le sens maoïste du terme, qui, sur la base du principe « partir des masses pour revenir aux masses » prend des luttes les contenus les plus avancés et sous forme d'intervention artistique (« spectacle ») les retransmet aux masses ».

Sous un certain jargon stéréotypé (le langage aérien du maoïsme « naturalisé ») cette définition prend un contenu très précis. Le théâtre militant de Dario Fo est un phénomène social, culturel et politique, directement lié à la montée des luttes de classes en Italie, à leur accélération depuis 68. « C'est le mouvement qui nous a gagné » explique Dario Fo qui s'est arraché au circuit traditionnel, Piccolo Teatro, d'abord, à la télévision où il animait une émission de 18 millions de spectateurs en 62, enfin, au circuit du PC et des « maisons populaires » en 70. Cet itinéraire est à la fois un itinéraire politique et théâtral. Le collectif de Dario Fo a d'abord complètement bouleversé les conditions de la diffusion culturelle en Italie : un circuit alternatif entièrement auto-géré et auto-financé. Une association culturelle de masse où sont présentes les organisations politiques (Lotta Continua, Avanguardia Operaia, Il Manifesto, etc.).

C'est déjà une réalisation d'une ampleur exceptionnelle : plus de 700 000 présences par an au spectacle de Dario Fo avec l'apparition d'un nouveau « public » ; des professeurs, des étudiants, des instituteurs en masse, mais déjà une

forte présence ouvrière (25 % environ) ce qui est considérable par rapport aux traditionnelles initiatives culturelles. Mais on manquerait l'essentiel en réduisant le rôle du circuit alternatif à la seule transformation des conditions de diffusion de la culture. Dans le même temps ce circuit, avec ses cercles dans les villes, avec ses tournées dans les usines occupées, dans les campagnes, bouleverse radicalement les conditions de la production culturelle. C'est cela qui a transformé en profondeur le théâtre de Dario Fo et c'est cela qui en est le ferment. C'est le circuit qui, en effet, permet de se lier aux luttes, d'en connaître les ressorts et d'en faire le souffle du théâtre. C'est ce qui permet, y compris, de renouveler la façon de jouer, née d'un rapport différent avec le « public ».

Un exemple, donné par Dario Fo lui-même :

ATTENTION GARIBALDI !

« Aux débuts du collectif, nos spectacles, créés aux besoins de la lutte présentaient une certaine faiblesse. Ils étaient conduits un peu « à la Garibaldi », comme on dit en Italie. (traduction : de manière cavalière). Il faut une longue pratique pour trouver la qualité, dans le jeu, dans le spectacle. Le théâtre révolutionnaire ne peut pas être un théâtre au rabais ou il perd son sens. Voilà comment nous avançons, y compris sur le plan politique. En 71, par exemple, nous avons commencé à jouer « Mort accidentelle d'un anarchiste » (à propos de l'affaire Pinelli). Tout le spectacle était orienté sur la dénonciation de la police et de la justice bourgeoise. Qu'est-ce qui se produisait ? Une « catharsis » au sens faible du terme, c'est-à-dire une libération, un soulagement des gens sans conséquence : ils se reconnaissaient avec satisfaction dans la mise en accusation de la justice bourgeoise, un point c'est tout.

Nous avons été interpellés par des ouvriers : « Que faites vous de nos luttes dans ce spectacle ? Les provocations policières, les attentats à la bombe, les manipulations de la justice ne tournent pas à

vide. Ils s'agit de briser la montée des luttes ouvrières ». Nous avons tout simplement oublié la clé du spectacle, le rapport avec les luttes ouvrières. Nous l'avons réécrit. Et là, les gens sortaient, non pas soulagés, mais noués. Il ne s'agissait plus d'un apaisement mais de la libération d'une crise. » (2)

Restons encore sur cet exemple. Que fait Dario Fo ? S'agit-il simplement « hausser le niveau culturel des ouvriers » ? N'est-ce pas un peu faible pour décrire l'enjeu de son expérience là où il cherche à exprimer dans son théâtre la conscience de classe mais dans les luttes ? Attention, là non plus pas de « garibaldisme », pas d'utopisme pavlovien. Mais, sans « quant à soi », cherchons à voir les possibilités ouvertes par l'expérience du collectif et des cercles « La Commune ». Laissons de côté l'arrogance de cercle qui peut percer ça et là (les mœurs politiques italiennes sont loin d'exclure le sectarisme dans l'extrême-gauche, largement développé chez les groupes maoïstes par un rapport de forces favorables). Mais ne nous figeons pas sur cette « arrogance » pour dénaturer le travail culturel entrepris.

L'importance du travail de Dario Fo, comme tentative, gît précisément là : un essai pour donner à la vision du monde qui se forme dans les luttes ouvrières une expression culturelle. En même temps donner vie à la culture comme forme de conscience.

Loi de se présenter comme achevée, définitive, exclusive, cette expérience de théâtre révolutionnaire insiste au contraire sur les conditions (politiques et culturelles) qui lui donnent naissance :

— une pratique éprouvée du théâtre qui rompt avec la « production » (création) culturelle en vase clos,

— un enracinement dans les luttes sans « procuration » (par l'intermédiaire d'un groupe politique) mais directement par la vie d'une association de masse spécifique,

— le degré de maturation de la classe ouvrière italienne et des intellectuels et artistes révolutionnaires.

Voici donc les « secrets de fabrication ». Bien, qu'est-ce que ça donne ?

L'EXEMPLE DE LIP

On a pu s'en faire une idée le jeudi 31 janvier chez les Lips. Tout de suite affinité avec l'imagination des Lips, leur humour, leur manière de ridiculiser la présomption du pouvoir (Messner « LIP c'est fini ») : ... les fameuses anecdotes de Piaget en Assemblée Générale ont eu pour écho celles de Dario Fo comme celles de l'enterrement fictif du patron par les ouvriers à la Magnetti Marelli à Milan, au bout de 8 mois de greve.

Contact aussi, immédiatement, par le spectacle : aux ouvriers de LIP, habitants d'une ville catholique de province, le « Mistero Buffo » (Mystère Bouffe) parle sans écran à l'imagination : avec ses scènes tirées de la culture populaire du Moyen Age, quand les jongleurs donnaient dans les rues la représentation grotesque et dérisoire du pouvoir et de la religion, Dario Fo ne se contente pas de faire de l'archéologie il explique. Il ne s'agit pas d'une pédagogie « édifiante » mais d'une initiation pour briser les murs entre l'acteur sur la scène et les spectateurs dans la salle : dans le spectacle, dit-il, Jésus Christ, c'est un « pauvre diable ». Il figure ! allégorie du peuple, le Pape, l'allégorie du pouvoir. Mais l'actualité devient l'ombre portée du spectacle ; et l'affrontement des Lips avec le pouvoir, envahit la scène, omniprésent. C'est la grille d'interprétation du spectacle.

Il est minuit et demi. Ce soir il n'y aura pas de débat, prolongement pourtant indispensable à la représentation.

Mais Dario Fo retourne à Lip le 14 février pour discuter d'un circuit alternatif en France.

P.B.

(1) Dommage que la typographie de l'article n'ait pas permis de reconnaître les passages de cette interview, cependant toujours précédés par des guillemets et scrupuleusement annoncés.

(2) Intervention de Dario Fo le mardi 5 février à Vincennes.